

MARDI 7 JUIN 2016

"En route vers la dépression économique finale."

- = Pas de fantôme dans la machine: l'humanité souffre-t-elle d'un Alzheimer mondial? (Ugo Bardi) p.1
- = Effondrement économique : pile tu gagnes, face je perds (Charles Hugh Smith) p.5
- = Egon von Greyerz sur l'emploi américain p.7
- = L'essor de la dette privée dans le monde inquiète p.8
- = Les marchés vivent sous morphine, mais le mal progresse (Bruno Bertez) p.14
- = « Vous avez de l'épargne ? Retenez ça : 1 % de hausse des taux = 1 000 milliards de pertes minimum pour le marché obligataire » (Charles Sannat) p.19
- = L'emploi US pousse la Fed à repousser une hausse des taux (Philippe Béchade) p.24
- = Le problème, avec un revenu de base garanti... (Bill Bonner) p.26
- = On ne peut ni jouer contre la Fed ni jouer avec elle, tout est perdant. (Bruno Bertez) p.28
- = USA : Le Marché est fortement surévalué ! p.31
- = La planète menacée par une crise des retraites, d'après l'OCDE p.32
- = États-Unis : 94,7 millions de chômeurs fantômes (BA) p.34
- = Aucun gouvernement n'est capable de supporter un retour des taux dans les normes. (Bruno Bertez) p.35
- = L'ÉLECTRONUCLÉAIRE N'EST PAS DANS LES MOYENS D'EDF (François Leclerc) p.38
- = La plus grande banque du Portugal, est au bord de l'effondrement, après un 1er trimestre catastrophique p.40
- = Pas de lithium... pas de voitures électriques p.42
- = Les Québécois ont de la difficulté à joindre les deux bouts p.44



Pas de fantôme dans la machine: l'humanité souffre-t-elle d'un Alzheimer mondial?

Par Ugo Bardi – Le 30 mai 2016 – Source [Cassandra Legacy](#) Le Saker Francophone



healthline.com

Le cerveau humain est la chose la plus complexe que nous connaissons dans tout l'univers. Il est également fragile et sujet à des dysfonctionnements. Une civilisation est aussi un système complexe, fragile et sujette à des dysfonctionnements. Peut-être que certaines affections du cerveau humain, comme la maladie d'Alzheimer, ont leur équivalent au niveau de la civilisation.

Mes parents étaient mariés depuis 58 ans quand ma mère est morte. Ce fut une perte terrible pour mon père, alors âgé de 86 ans, et j'étais bien inquiet pour sa santé. Mais je fus soulagé quand je vis qu'après quelques mois, il semblait avoir récupéré du choc. Il est resté actif et il pouvait gérer sa vie quotidienne sans assistance spéciale. Il pouvait prendre le bus, seul, et marcher seul dans le quartier. Il s'est même fait de nouveaux amis et a passé du temps avec eux.

Cependant, quelque chose n'allait pas avec mon père. Vraiment pas du tout.

Je me souviens d'une conversation que mon père a eue, à un moment donné, avec mon fils, à propos de certaines plantes qui poussaient sur une pente raide du jardin. Il voulait les couper et mon fils, qui est géologue, a essayé de lui expliquer que ce n'était pas une bonne idée; les racines de ces plantes maintenaient la stabilité du sol en pente. Mais mon père n'était pas d'accord et il a insisté qu'il voulait se débarrasser de ces plantes. Je regardais cette conversation, de plus en plus inquiet, tandis que mon père élaborait toutes sortes d'arguments pour contrer ceux de mon fils. Sautant d'un sujet à l'autre, il était capable de déplacer la conversation dans un cycle; sans jamais vraiment répondre sur un point quelconque, mais toujours en passant à autre chose. Cela a duré peut-être pendant une heure et s'est terminé avec mon père n'ayant pas bougé d'un pouce de sa position, mon fils et moi nous regardant, perplexes.

Cette conversation a été la première preuve de l'apparition de la maladie d'Alzheimer pour mon père. A cette époque, je ne comprenais pas vraiment cela, surtout parce que je ne voulais pas. Mais les symptômes n'ont fait que se renforcer jusqu'à ce que mon père meure à 92 ans, son esprit ayant disparu. Néanmoins, pendant quelques années, il a réussi à très bien cacher les symptômes de son déclin mental. Il était à la fois intelligent et brillant, et il avait développé toutes sortes de stratégies pour éviter de se trouver lui-même pris au piège dans une situation qui montrerait son problème. Il se sortait des ennuis par une plaisanterie, un commentaire plein d'esprit, une boutade humoristique, ou tout simplement en changeant sujet.

Mais mon père pouvait s'en sortir avec son problème seulement avec ses amis.

Pour les membres de sa famille, son état était évident. Peut-être que vous connaissez la métaphore du *fantôme dans la machine*; elle dit qu'il y a un petit fantôme dans le cerveau ou quelque part ailleurs, qui contrôle cette grande machine qu'est le corps humain. Ce fantôme n'était plus à l'intérieur de mon père. Il devint peu à peu quelque chose comme un répondeur, très sophistiqué certes, mais une machine. Il était comme un de ces programmes informatiques qui visent à simuler l'intelligence humaine. Il était en mesure de parler aux gens, et même de leur répondre d'une manière qui semblait superficiellement correcte. Mais, comme un répondeur, il n'était pas vraiment à l'écoute, le fantôme avait disparu.

Cette histoire ancienne m'est revenue à l'esprit alors que je lisais un article de David Dunning, intitulé [Le caprice psychologique qui explique pourquoi vous aimez Donald Trump](#). Peut-être connaissez Dunning, qui est à la base de l'effet *Dunning-Kruger*, une caractéristique de l'esprit humain qui rend les gens convaincus qu'ils sont compétents sur un sujet, et qui fait que plus ils sont convaincus, moins ils en savent à propos de ce sujet. Alors bien sûr, l'effet Dunning-Kruger n'est pas la même chose que la maladie d'Alzheimer, mais dans son article, Dunning met en évidence le fait qu'il y a un problème mental avec de nombreuses personnes engagées dans le débat politique. Je pense qu'il dit vrai. Un tel problème existe.

Quand je lis ou entends les déclarations de Donald Trump, je ne peux pas éviter de penser à cette conversation malheureuse quand mon père a tenté de convaincre mon fils de supprimer ces plantes dans le jardin. C'est le même genre d'échange : des gens qui semblent seulement en train de débattre, mais qui ne semblent vraiment pas se comprendre. Dans les déclarations politiques de Donald Trump, je vois cette même façon dont mon père réagissait au cours des premières étapes de la maladie. Les mêmes déclarations non étayées, prises au hasard, la même certitude absolue, assenée par quelqu'un qui, vraiment, n'a aucune idée de ce dont il parle.

Cela ne signifie pas que je peux dire que Donald Trump a la maladie d'Alzheimer. Cela se pourrait, et d'[autres semblent avoir remarqué](#) qu'il y a quelque chose qui a mal tourné dans la façon dont il se comporte. Mais il n'y a pas moyen de diagnostiquer la maladie d'Alzheimer avec certitude quand elle en est à ses premiers stades. Cependant, le problème n'est pas spécifique à Donald Trump. Non; cette sensation de discuter avec un malade Alzheimer me vient souvent à la suite d'une discussion politique, dans les médias ou dans les commentaires d'un blog ou sur les médias sociaux. Le débat ne semble pas se dérouler entre gens qui s'écoutent les uns les autres. Au contraire, il semble n'être qu'une suite de déclarations à l'autre interlocuteur, comme si elles n'étaient que des balles de

tennis. Pensez aux joueurs de tennis : ils ne sont pas intéressés par la couleur de la balle, ils jouent avec pour l'envoyer à leurs adversaires aussi vite que possible. Donc, dans ces débats, les gens ne semblent pas être intéressés par le sens de ce qui leur est dit, mais seulement de renvoyer quelque chose en retour à leurs adversaires aussi vite que possible.

Connaissez-vous cette tactique politique appelée le [Gish Gallop](#)? Elle consiste à noyer un adversaire dans un torrent d'arguments, l'un après l'autre, sans tenir compte des contre-arguments. Elle peut être utilisée par des gens parfaitement sains d'esprit, mais, en même temps, c'est la stratégie idéale pour cacher sa maladie mentale. Elle décrit très bien la stratégie que mon père utilisait à cette fin. Donc, ces gens que nous appelons les trolls, sont-ils tout simplement méchants, ou sont-ils malades? Combien de personnes à des postes de haut niveau pourraient être affectées par la maladie d'Alzheimer et pourtant être assez intelligentes pour en cacher les premiers symptômes? Nous avons déjà eu un président, [Ronald Reagan](#), qui peut avoir été dans un stade précoce de la maladie d'Alzheimer au cours de la dernière période de sa présidence. Cela peut ne pas avoir causé de gros problèmes, mais n'avez-vous pas la sensation que le monde est gouverné par des personnes touchées par une forme de démence?

Serait-ce que nous souffrons d'une maladie de civilisation de type Alzheimer? Cela expliquerait pourquoi la civilisation ne parvient jamais à faire quelque chose d'utile concernant les terribles menaces, et tout d'abord, le changement climatique. Peut-être qu'il n'y a vraiment pas de fantôme dans la machine que nous appelons la civilisation. C'est une machine géante qui trébuche tout en discutant avec elle-même dans une querelle sans fin qui ne mène nulle part.

Note de l'auteur

Mon père, Giuliano Bardi (1922-2014) était un architecte et un professeur de lycée. En tant qu'architecte, il n'a pas eu la chance de construire de nombreuses structures, mais celles qu'il a construites montrent une propriété des lignes typique de l'école moderniste de l'architecture. Il a conçu et construit la maison où il a vécu jusqu'à sa mort et où sa famille vit encore aujourd'hui. Je me souviens de lui pour son esprit aigu de l'observation, qui lui a permis de découvrir des détails insoupçonnés sur quoi que ce soit. Il était aussi un brillant professeur, très aimé par ses élèves. C'est ainsi que lors de ses funérailles, beaucoup d'entre eux se sont souvenus de lui pour venir lui dire adieu une dernière fois.

Ugo Bardi

[Note du Saker Francophone](#)

Ugo nous gratifie encore d'une pépite avec cet article puisant dans la connaissance accumulée pour nous éclairer, nous aider à construire nos propres grilles de lecture des événements. C'est en plus quelqu'un de très correct dans ses relations, car il a toujours répondu à mes sollicitations concernant des éclaircissements sur des points de traduction, alors qu'il sent bien mes réticences sur le sujet climatique à propos duquel nous avons eu quelques échanges.

Je ne traduis pas ou peu les articles concernant ce sujet pour une raison simple que j'avais tentée de lui expliquer. Comment peut-on accepter un message aussi alarmiste sur le climat, venant de dirigeants qui mentent comme des arracheurs de dents sur tout le reste? Cela me paraissait un argument raisonnable et j'ai eu la surprise de le voir me répondre avec un message cryptique sur les différentes formes de "Mal" ("Evil").

Avec tout le respect que j'ai pour lui, a-t-il voulu changer de sujet? Est-ce un Alzheimer précoce?

Je vous laisse avec cette petite vidéo d'Aldo Sterone qui sort pour une fois de l'analyse de l'islam pour parler précisément au sujet du changement climatique. Il part des faits, en l'occurrence des déclarations de ces mêmes dirigeants ou assimilés, et les faits sont têtus.

Effondrement économique : pile tu gagnes, face je perds

Charles Hugh Smith Juin 6, 2016 , publié par: or-argent.eu



Les banques centrales et les gouvernements font désormais face à un dilemme : soit ils ne font rien et le système finira par s'effondrer, petit à petit (tout comme une maison peut prendre des années à se délabrer), soit ils le réforment et le système s'effondre plus rapidement. Pourquoi ? Voici les 6 raisons principales cités dans l'article de [Charles Hugh Smith](#) :

« L'état final d'un système non viable est son effondrement. Même si un tel événement peut apparaître soudain et chaotique, nous pouvons discerner les

structures clés qui conduisent les processus de l'effondrement. Ce sujet si complexe pourrait mériter de nombreux ouvrages, mais les 6 dynamiques suivantes sont suffisantes pour indiquer l'effondrement inévitable du statu quo :

1. **Insister dans des voies qui ont échoué misérablement** : les leaders du statu quo continuent sans cesse de faire ce qui marchait auparavant, même s'il est évident que cela ne marche plus. En fait, les échecs enregistrés les poussent à insister toujours davantage la mauvaise direction, ce qui accélère le processus d'effondrement.
2. **Les mesures d'urgence deviennent permanentes** : les leaders du statu quo s'attendent à ce que le système revienne à la normale après la mise en place de mesures de crise. Mais un système caduc ne peut être réparé ; les dirigeants sont donc obligés de rendre les mesures de crise temporaires permanentes. Ce qui augmente la fragilité du système, vu qu'à chaque tentative de mettre un terme aux mesures de crise celle-ci peut se déclencher.
3. **Efficacité en baisse des solutions du statu quo** : lorsque l'arbre économique portait de nombreux fruits sur ses branches basses, des solutions comme la baisse des taux bénéficiaient d'un effet multiplicateur important. Mais vu que l'arbre porte de moins en moins de fruits, ces solutions offrent une efficacité proche de zéro.
4. **Mobilité sociale en déclin** : alors que le gâteau économique rétrécit, les privilégiés conservent leur part. Donc celle qui revient aux moins nantis se réduit. Vu que les privilégiés se soucient de leur propre classe, les possibilités d'élévation s'amenuisent. (...)
5. **L'ordre social perd en cohésion** : le but commun des différentes classes socio-économiques devient disparate. (...) Manquant d'objectif social unificateur, chaque classe poursuit ses propres intérêts au détriment de la nation et de sa société dans l'ensemble.
6. **À court d'argent à cause de la baisse des revenus fiscaux, l'État emprunte davantage d'argent** et dévalue sa monnaie afin de maintenir l'illusion qu'il peut tenir ses promesses. Alors que le pouvoir d'achat de la monnaie diminue, la population perd confiance en la monnaie nationale. Lorsque la confiance est perdue, la valeur de la monnaie décline rapidement et l'insolvabilité du pays éclate au grand jour.

Chacune de ces dynamiques est facilement visible dans le statu quo mondial actuel. Concernant le premier point, il suffit de voir comment la financiarisation gonfle inévitablement les bulles spéculatives qui finissent par éclater avec des conséquences dévastatrices. Mais vu que le statu quo dépend de la financiarisation pour percevoir ses revenus, la seule réponse possible est d'augmenter la dette et la

spéculation afin de gonfler une autre bulle. (...) La dernière tentative désespérée de poursuivre dans une voie qui a échoué misérablement fut de baisser les taux en territoire négatif. (...) La survie du statu quo est ce qui guide ses actes ; pour l'assurer, il n'hésite pas à falsifier les chiffres afin de vendre au peuple l'idée que la prospérité continue de progresser et que les élites gèrent magnifiquement bien l'économie.

Vu que de véritables réformes menaceraient ceux qui sont au sommet de la pyramide, de fausses réformes et de faux chiffres deviennent la norme. (...) »

Egon von Greyerz sur l'emploi américain

Interview d'Egon von Greyerz, publiée le 5 juin 2016 sur [KWN](#)



« Vendredi dernier, de nouveaux chiffres ont été publiés. Ils ont choqué le microcosme financier malgré le fait qu'ils sont manipulés. Il n'y a eu que 38.000 emplois créés, soit bien moins qu'attendu. Si vous ajoutez à cela que dans ces emplois il y a 244.000 emplois fictifs et 484.000 travailleurs qui ont été forcés de passer d'un temps plein à un temps partiel, cela signifie une réduction de 690.000 postes à temps plein !

Depuis 2007, la population en âge de travailler a augmenté de 21 millions alors que durant la même période, 5 millions d'emplois furent créés dont seulement 2 millions à temps plein. La qualité de l'emploi baisse également dramatiquement. Depuis 2007, 1,5 million d'emplois ont été perdus dans l'industrie tandis que 1,5 million d'emplois ont été créés par les bars, restaurants, etc. Mais à cause du mode de calcul idiot qui est utilisé, le taux de chômage a baissé, passant de 5 à 4,7 %. Le fait que des gens capables de travailler quittent la population active est totalement ignoré. Il y a aujourd'hui 95 millions d'Américains capables de travailler qui sont dans l'incapacité de trouver un emploi. Et pour ceux qui travaillent, le salaire moyen baisse depuis les années 70.

Ces chiffres ne sont pas le signe d'une économie florissante. Pourtant, la planète

entière se focalise ces chiffres mensuels manipulés, comme ceux de l'emploi. L'économie américaine, ainsi que celle de nombreux autres pays, et en faillite et ne doit son sursis qu'aux taux négatifs ou zéro et à la création monétaire. La dette fédérale américaine a plus que doublé depuis le début de la crise en 2007. Les crédits auto et étudiants ont augmenté exponentiellement pour dépasser aujourd'hui le trillion de dollars. Les bénéfices des entreprises baissent tandis que la plupart des chiffres concernant l'immobilier et les ventes de détail sont en baisse.

Les observateurs des marchés ignorent complètement la réalité des chiffres et les tendances à long terme pour se concentrer sur ce que la Fed fera. La plupart des gens ne comprennent pas que la Fed ne peut que nous mener en bateau. Le relèvement des taux en décembre fut effectué à contre-courant des tendances économiques domestiques et internationales, ainsi que des politiques monétaires mondiales. Alors que de plus en plus de nations recourent aux taux négatifs, il est tout à fait injustifiable pour la Fed de croire qu'elle peut faire le contraire. Il y a aujourd'hui plus de 10 trillions de dollars de dette gouvernementale dont les taux sont négatifs. Comme je l'ai dit en décembre, le relèvement des taux fut une anomalie ; je ne crois pas que la Fed puisse agir à nouveau dans les mois à venir, ni même cette année. (...) »

L'essor de la dette privée dans le monde inquiète

[Guillaume Benoit Le 06/06 LesEchos.fr](#)

Malgré des efforts dans certains pays, le poids de la dette des entreprises et ménages croît dans le monde.

Les pays émergents font l'objet d'une surveillance particulière à cause de leurs emprunts en dollars.

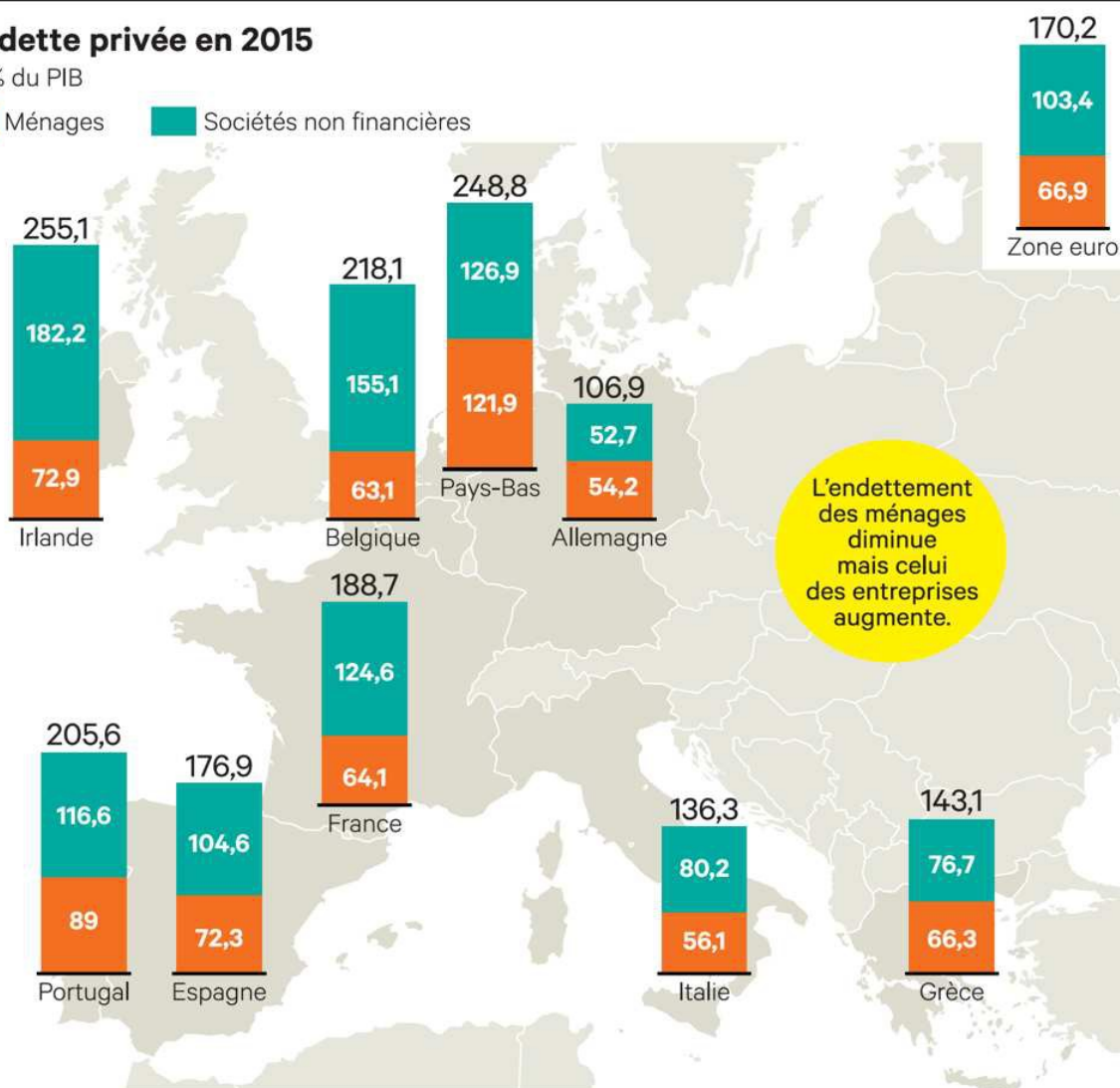
C'est un paradoxe. La dette privée, celle des ménages et des entreprises, hors secteur financier, a explosé dans le monde au cours des dernières années. Tirant les leçons de la crise financière, la plupart des Etats dans le monde se sont montrés raisonnables et ont plutôt cherché à limiter leur [recours](#) à l'emprunt ces dernières années. Mais, dans le même temps, les entreprises et les ménages eux se sont lourdement endettés. Et le phénomène inquiète. En effet, selon une étude récente du FMI, un fort et rapide accroissement de la dette privée rapportée au PIB d'un pays a, par la suite un effet amplificateur sur une récession, bien plus que la dette publique. Ce qui explique que les analystes et les régulateurs suivent le sujet de très près.

La dette privée en 2015

En % du PIB

Ménages

Sociétés non financières



« LES ÉCHOS » / SOURCE : CITIGROUP

La dette des entreprises américaines s'emballe

Aux Etats-Unis, par exemple, Standard & Poor's a tiré le signal d'alarme il y a quelques jours. Pour [l'agence de notation](#), le niveau record de liquidités - 1.840 milliards de dollars - affiché actuellement sur le bilan des entreprises américaines masque l'incroyable accroissement de leur dette. Selon Andrew Chang et David Tesher, les auteurs du rapport, l'endettement des 2.000 groupes qu'ils ont étudiés a progressé 50 fois plus vite que leurs réserves de cash. « *La dette totale a augmenté de près de 850 milliards de dollars, pour atteindre 6.660 milliards l'an dernier, éclipsant la croissance de 1 % (17 milliards de dollars) du cash* », écrit S&P. Une différence encore plus éclatante lorsqu'on retire de la liste les 25 sociétés les plus riches en matière de trésorerie. Les entreprises restantes ont vu leur dette grimper de 730 milliards de dollars l'an dernier... et leur cash diminuer

de 40 milliards. De quoi susciter des interrogations sur leur capacité future à rembourser.

Néanmoins, malgré la hausse récente, le niveau de dette privée sur PIB des Etats-Unis a enregistré une diminution au cours des dernières années. Il est ainsi passé de 170 % en 2008, son plus haut, à 150 % en 2015. Une amélioration notamment liée à l'augmentation du PIB des Etats-Unis.

La zone euro peine à se désendetter

La zone euro est à la traîne dans son désendettement. La dette privée a en effet connu un pic à 174 % du PIB en 2010... et n'a baissé depuis que de 4 points de pourcentage, selon une note de Citi Research. A titre de comparaison, ce ratio pour le Royaume-Uni a perdu 40 points depuis 2009, pour s'établir à 155 % fin 2015.

Ce retard des pays de l'Union monétaire s'explique tout d'abord par une plus faible croissance de l'économie que celle affichée outre-Manche et aux Etats-unis. Selon Citi, avec une même évolution du PIB que celle de ses partenaires, le ratio de dette privée de la zone euro s'élèverait à 150 %. Mais ce n'est pas la seule raison. Alors qu'il y a bien une baisse de l'endettement des ménages, dans le même temps, les entreprises ont plutôt creusé leur dette, profitant notamment des conditions de financement attractives tant bancaires qu'obligataires. Il reste donc de sérieux efforts à fournir pour atteindre le niveau des autres pays occidentaux.

Les pays émergents concentrent les risques

Les perspectives sont les plus inquiétantes pour les économies émergentes, qui ont vu la part de la dette privée dans leur PIB nettement augmenter ces dernières années. Selon une étude de l'agence de notation [Fitch](#), sept grands pays émergents (Brésil, Inde, Indonésie, Mexique, Russie, Afrique du Sud et Turquie) ont progressé de 31 points de pourcentage en dix ans. Leur ratio s'établissait, début 2015, autour de 77 % du PIB. La palme revient au Brésil, dont la dette privée correspond à 93 % de son PIB, contre 43 % en 2005.

Certes, ces niveaux sont inférieurs à ceux des pays européens ou des Etats-Unis, mais la rapidité du mouvement - pour les ménages et les entreprises - est un vrai facteur de risque, qui plus est dans un contexte de ralentissement économique. En outre, une bonne part de cette dette est libellée en dollars. L'appréciation du billet vert et des taux américains renchérit fortement le coût des remboursements des entreprises et rend plus difficile leurs possibilités de refinancement. Les économies émergentes seront donc sous surveillance cette année, d'autant qu'un trop grand nombre de défauts sur leur dette en devise étrangère pourrait contaminer les

marchés européens et américains.

Qui ramassera les miettes de l'ordre mondial en déclin ?



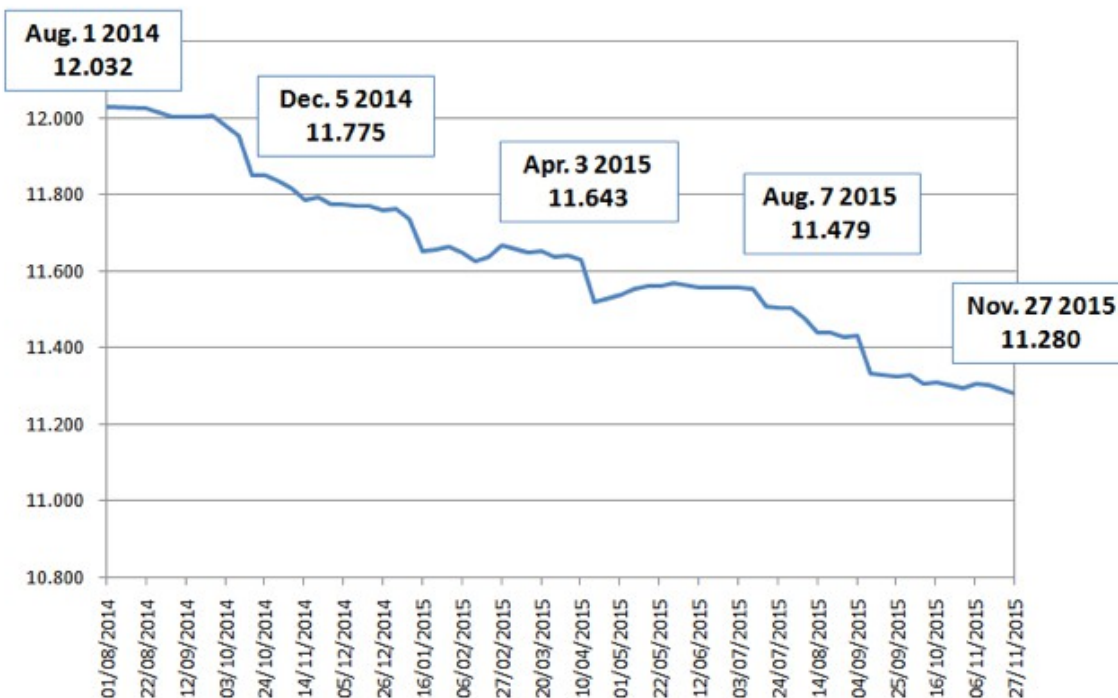
Hugo Salinas Price
Plata.mx

Publié le 07 juin 2016

International Reserves

Aug. 1 2014 – Nov. 27 2015.

Trillions
of Dollars



Source: Bloomberg

Elaborated by: Asociacion Civica Mexicana Pro Plata

Au cours de ces quinze derniers mois, du premier août 2014 au 27 novembre 2015, les réserves internationales, telles qu'elles sont calculées par Bloomberg, ont chuté de trois quarts de trillion de dollars (752 milliards de dollars), ou de 6,52%. Elles ont atteint un record de 12,032 trillions de dollars le premier août 2014, et n'ont plus cessé de chuter depuis, jusqu'à atteindre 11,28 trillions de dollars le 27 novembre 2015.

Les banques centrales accumulent des réserves en achetant des obligations gouvernementales – libellées en dollars, en euros, en livres ou en yens – lorsqu'elles obtiennent de ces devises en conséquence d'un surplus des exportations sur les importations. Tous les pays du monde cherchent à enregistrer

de tels surplus, parce que s'ils ne sont pas capables d'exporter plus qu'ils n'importent, ils sont condamnés à dévaluer leur devise afin de rendre leurs exportations plus intéressantes. Ils souffrent également d'un taux d'intérêt plus élevé sur leurs emprunts, en conséquence de la menace de dévaluation. Une hausse des taux d'intérêt exacerbe à son tour les flux sortants de devises de réserve et rend la dévaluation d'autant plus nécessaire.

Le fait est que les pays qui accumulent des réserves n'ont pas payé pour l'intégralité de leurs surplus d'exportations. Conserver des réserves, c'est octroyer un crédit. La preuve en est que les réserves détenues par les pays exportateurs sont des obligations, c'est-à-dire des certificats d'endettement. Le 27 novembre 2015, ces certificats d'endettement représentaient 11.280.000.000.000 dollars – 11,28 trillions de dollars. Ce chiffre représente ce que les exportateurs du monde ont vendu aux pays qui ont émis des devises de réserve, et qui n'a pas été payé depuis le 15 août 1971.

A l'heure actuelle, le système qui est en place depuis la fin de la seconde guerre mondiale opère à l'envers. Les réserves diminuent, et une majorité de ces réserves sont libellées en dollars. Les obligations gouvernementales accumulées en réserve sont vendues. Dans le monde du commerce, une importante contraction a lieu aujourd'hui.

Les pays exportateurs n'obtiennent pas d'excès de financements (issus de leurs exportations supérieures à leurs importations) avec lesquels acheter des obligations. Au contraire, une fuite de capital a lieu depuis les pays exportateurs vers les pays émetteurs de devises de réserve, et les banques centrales des pays exportateurs vendent leurs réserves pour contribuer à cette fuite de capital.

Puisque 6,52% des réserves totales ont été vendues sur le marché, nous pourrions nous attendre à ce que la valeur des obligations ait baissé, et que leurs taux d'intérêt aient grimpé. Si les taux d'intérêt n'ont pas augmenté, ce doit être en raison de la générosité des acheteurs de ces obligations. Peut-être les entités qui font preuve d'une telle générosité sont-elles les mêmes que celles qui achètent ces obligations les premières, dont la Réserve fédérale ?

La Fed et la BCE ont eu la possibilité confortable de faire baisser les taux d'intérêt et grimper la valeur des obligations qu'elles vendent. Lorsque les taux des obligations de long terme passent de 4 à 2%, la valeur de ces obligations tend à doubler. Mais lorsque ce taux passe de 2 à 2,25%, la valeur des obligations s'effondre brutalement. La Fed et la BCE doivent racheter les obligations vendues en cas de crise de la liquidité, sans quoi l'univers des obligations s'effondrerait.

Le yuan chinois a récemment été accepté par le FMI dans le cadre d'un panier de

devises, et il devrait bientôt se voir accordé le statut de réserve de devise. Si cela venait à se produire, la Chine disposerait de sa propre devise de réserve, et aurait besoin de maintenir bien moins d'obligations en dollars et en euros dans ses réserves. La vente d'obligations internationales deviendrait plus importante encore. La Fed et la BCE ont vendu des obligations à des prix plus élevés que jamais et à des taux très bas, si bas qu'en Europe, elles ont un rendement négatif. Elles devront bientôt développer un appétit pour les obligations, parce que la Chine revendra une partie des siennes une fois que le yuan sera devenu une devise de réserve. Et à mesure que la Chine liquidera une partie de ses réserves, devinez ce que la Chine achètera avec les dollars et les euros qu'elle recevra en échange de ses obligations ?

Une majorité des réserves internationales est libellée en dollars, comme je l'ai déjà expliqué. Lorsque ces obligations en dollar seront vendues, elles seront vendues contre des dollars pour satisfaire la fuite de capital, et l'achat de dollars en fera grimper la valeur. En seulement quelques années, depuis environ 71 contre un panier de devises, le dollar est passé à 100 aujourd'hui, ce qui a augmenté de 41% le fardeau porté par les débiteurs (les pays exportateurs) qui doivent des dollars. Ce poids ne fait qu'exacerber le besoin de se débarrasser de la dette en dollar et stimule la fuite de capital.

Ce dont nous sommes témoins aujourd'hui est la contraction de l'activité économique autour du monde, qui ne fait que se renforcer. Les réserves internationales sont vendues dans une tentative désespérée d'obtenir de la liquidité. La contraction a originellement été générée par le ralentissement des économies émettrices de devises de réserve : les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Europe et le Japon.

Il est évident que la Chine ait des projets dont elle ne nous fasse pas part, puisque nous pouvons évidemment voir qu'elle achète des quantités importantes d'or. Les Etats-Unis continuent dans le même temps d'en faire baisser le prix, comme si le dollar pouvait demeurer la devise suprême jusqu'à la fin des temps.

Les Chinois continuent d'accumuler de l'or sans rien dire. Mais nous pouvons deviner ce qu'ils pensent : « Les Etats-Unis sont embourbés dans un problème qui leur sera fatal. Ne les provoquons pas. Ils se détruiront eux-mêmes ».

Un monde qui souffre de problèmes économiques accrus n'est pas un monde qui sera dans la position de continuer de respecter les traités de régulation commerciale, et encore moins les rêves que sont des actions coordonnées face aux changements climatiques.

Ce qui nous attend est une situation où chaque pays prendra des mesures

désespérées pour s'assurer un minimum de stabilité interne. Les traités seront ignorés ou jetés par les fenêtres. Les dévaluations proliféreront tout autour du monde et certains pays se déclareront en banqueroute. Le sérieux de la crise rendra ces événements inévitables. L'Inde vient tout juste de refuser de se plier aux demandes de l'Organisation mondiale du commerce, qui voudrait que les gouvernements n'accordent pas de subventions aux secteurs de leur économie. Mais l'Inde n'a pas d'autre choix que de subventionner son agriculture, parce qu'elle a une population d'un milliard d'habitants et que 67% de ses habitants dépendent de la disponibilité de produits alimentaires peu chers pour pouvoir survivre. Les règles internationales étatiques qui émanent pour la plupart des Etats-Unis et visent à diriger le monde finiront par être abandonnées.

Et lorsque la situation deviendra désespérée, la Chine, avec sa population d'1,3 milliard d'habitants, prendra des mesures peu orthodoxes. La pression démographique poussera le gouvernement chinois à cesser d'adhérer aux conventions internationales. Il fera de son mieux pour donner de l'espoir à sa population, composée principalement d'hommes et de femmes intelligents.

La Chine annoncera ensuite au monde : « Nous vendrons peu cher. Très peu cher, pour très peu d'or. Et nous paierons ce que nous achèterons en or, très peu d'or, mais de l'or. Si vous voulez nous acheter quoi que ce soit, vous devrez payer en or. Qu'auriez-vous d'autre à nous offrir ? Si vous avez quelque chose que nous voulons, nous paierons en or. Que le reste du monde fasse ce qui lui chante. »

Les nations du monde plieront sous la crise qui s'abat sur nous. La Chine sortira de cette crise en établissant ses propres règles. Ces règles, ce sera l'or. Le reste du monde ne pourra que suivre.

Les marchés vivent sous morphine, mais le mal progresse

Bruno Bertez 7 juin 2016

Dans le passé, jusqu'en 2007 nous vivions sous stéroïdes. Le dopage avait pour objectif de nous exciter, de nous donner l'impression d'une croissance et d'une prospérité supérieures à la fois à la réalité et surtout supérieure au potentiel raisonnable.

D'ou, bien sur, le recours à l'accroissement des endettements et l'argent facile. Depuis la crise, la drogue a changé, on s'est aperçu que les excitants produisaient peu d'effets et que le plus facile était de s'attaquer aux perceptions, c'est à dire aux marchés.

On a fait en sorte que les marchés disent ce que l'on voulait entendre, qu'ils disent que les choses allaient mieux. Puis cette nouvelle forme de dopage a, elle également, touché ses limites: nouvelles bulles menaçant la stabilité financière du système, flux financiers inopportuns, spéculations désordonnées, élargissement des inégalités, le tout pour un résultat bien maigre: la croissance est restée modeste, avec une incapacité marquée à s'auto-entretenir.

On a tenté de faire croire que tout cela était la nouvelle norme, « le new normal », mais comme il a fallu réduire sans cesse cette nouvelle norme, on s'est résigné à introduire une nouvelle dose de pure propagande cette fois: la croissance serait séculairement ralentie.

Et l'on a commencé à brasser de nouvelles idées; les pistes allant des taux négatifs aux prélèvements sur les comptes bancaires, au revenu universel ou à sa variante le « social credit ». Bernanke est allé assez loin puisqu'il prône la monétisation directe des dépenses et des répartitions des Etats afin de réaliser une sorte « d'hélicoptère money » qui ne passe plus par l'intermédiaire des banques.

Mais le temps presse. Les conséquences de l'échec des politiques menées reviennent comme une vengeance: on a beau manipuler les perceptions, les gens des marchés sont stupides, mais pas ceux de la rue, ils ressentent l'appauvrissement, la glissade et ils votent. Ils mettent en question non seulement les solutions à la crise, mais aussi l'ordre politique et si on n'y prend garde ils mettront bientôt en question l'ordre social. Tout ce que l'on voit, depuis la dislocation des bipartismes; la montée de ce que les bien-pensants appellent les extrêmes, le débat sur le Brexit, la popularité de Trump, les tensions à l'intérieur de l'Europe, etc etc, tout ce que l'on voit est le vrai symptôme de l'échec. On n'a pas réussi à revenir aux conditions antérieures, le système n'arrive pas à se reproduire à l'identique. On peut mentir aux marchés car c'est leur intérêt de croire aux mensonges qui les enrichissent, mais on ne peut mentir aux peuples car ils vivent la dégringolade dans le quotidien.

En attendant que tout cela se décante, il faut bien vivre et surtout éviter de remettre en cause la stabilisation obtenue par sept années de politique monétaire non conventionnelle. Et il faut maintenir « la confiance » la crédibilité des autorités et celle de la Fed en particulier. Il ne faut pas que le sentiment de l'échec et de l'impuissance se diffuse trop. Il ne faut pas que le doute fasse boule de neige et menace de se transformer en colère.

Les marchés questionnent le bluff de Yellen

Pour cela il faut oser bluffer. Bluffer c'est oser affirmer que tout va bien, que la reprise est sur la bonne voie et que pour peu que l'on y mette un peu de patience et

de doigté, on est sorti d'affaire. Quel meilleur moyen d'affirmer que tout va bien ou mieux, que de réduire les doses de médicaments? C'est la fonction de la hausse des taux dans le dispositif, après le plafonnement/maintien des QE.

Réduire les doses de laxisme monétaire, c'est administrer la preuve que l'on est sur la bonne voie. Et c'est le sens des messages de Yellen depuis la mi 2014, messages renouvelés en Juin 2015, puis en Décembre. Ces messages annoncent et justifient un chemin, « a path », une voie programmée vers la régularisation. Ce que nous voulons exprimer c'est le fait que la régularisation n'est pas justifiée par la situation réelle de l'économie, mais par les nécessités de la gestion des psychologies. La régularisation, c'est la méthode Coué. Et vous comprenez ainsi beaucoup mieux pourquoi elle est sans cesse remise en cause, elle begaie, elle balbutie; elle ne tient qu'à un fil de perceptions et ces fils sont ténus, peu solides. Pourtant, la ficelle de la hausse des taux, car c'en est une maintenant, est un peu grosse. La hausse des taux ne s'impose pas en pure gestion. On vient encore d'en avoir l'illustration avec le contrepied des mauvais chiffres de l'emploi, certes ils sont mauvais, mais pour Yellen, il faut feindre, « faire comme si » et s'accrocher au schéma qui a été tracé.

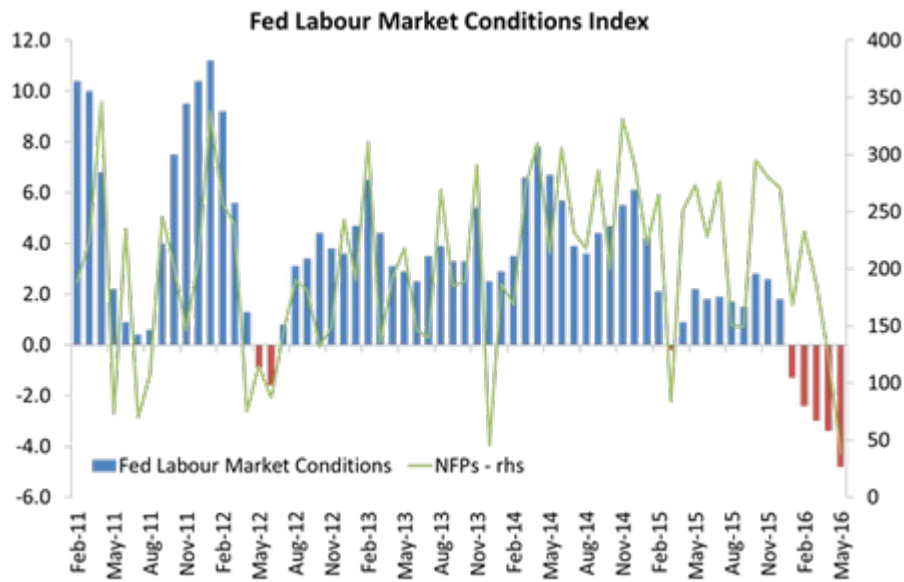
En décembre, la Fed a décidé de monter ses taux pour la première fois depuis la Grande Récession. Elle a tiré un peu vite sur les chiffres pour leur faire dire que l'expansion était suffisante pour absorber le sous emploi, le « slack » et créer les conditions de la croissance auto-entretenu. Yellen souvenez vous a expliqué : l'économie est « on a sustainable path », « we are confident in the US economy ». On devait alors le prouver en montant les taux de 1% en 2016, on allait même jusqu'à affirmer « qu'il fallait se préparer à contrôler l'inflation et éviter une hausse des salaires trop vive » (sharp wage rises).

Nous sommes six mois plus tard et la Fed n'a pas pris le risque de monter les taux une nouvelle fois. Elle a du accepter de se déconsidérer, et de diverger de son « path ». Pire, elle a du s'incliner devant les marchés qui proclament que la Fed se trompe et que l'on ne peut monter les taux comme elle l'annonce. Les marchés combattent la Fed, ils crient qu'elle se trompe.

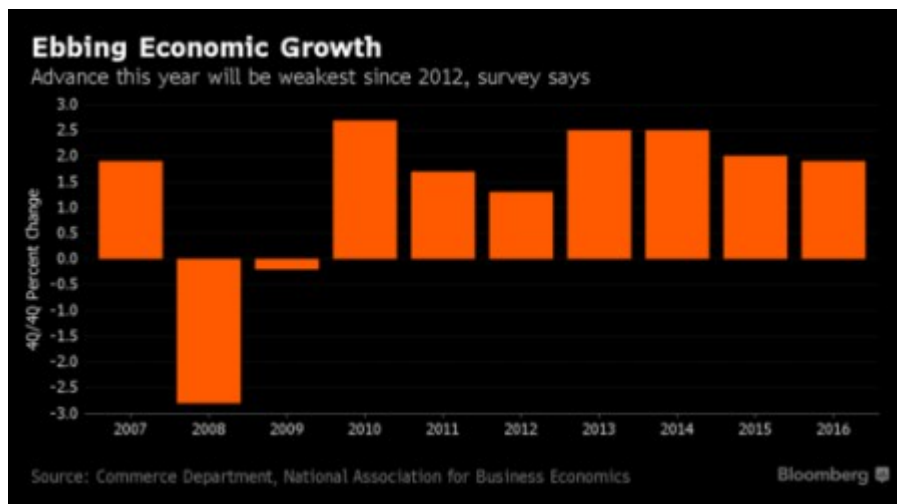
Maintenant, l'économie ralentit à nouveau! Cela fait quelques trimestres que cela se donnait à voir, mais jusque là l'emploi maintenait la fiction, l'illusion que l'allure de la croissance restait satisfaisante. Cette semaine, à Philadelphie, devant le World Affairs Council, Yellen a du plier, elle a du reconnaître, un peu maladroitement, son inquiétude en revenant à son diagnostic « d'incertitude ». Elle prétend rester optimiste, ce que la presse met en avant, mais hélas, l'espoir n'est pas une stratégie, les chiffres convergent et ils sont là.



Les conditions du marché du travail vont dans le sens d'une décélération, c'est incontestable.

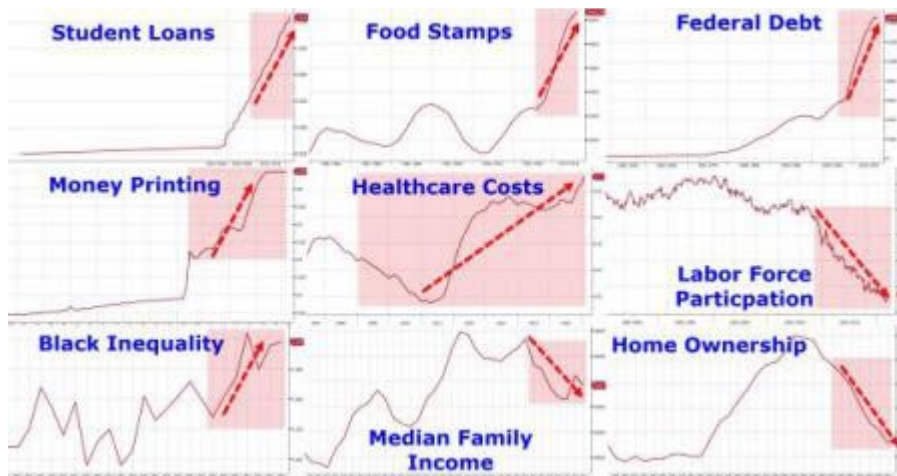


Si on en croit le dernier sondage de la National Association of Business Economics, la croissance va ralentir en 2016 à un rythme de 1,9% alors que les prévisions/ espoirs étaient affichés à 2.5%.



Les chiffres de l'emploi sont mauvais quelque soient les triturations; le chômage est à 4,7% , au plus bas depuis 2007, mais c'est parce que les gens cessent de chercher du travail, la « labour force » a décré de 458 000. Les vrais jobs, ceux qui permettent de gagner dignement sa vie continuent de se contracter. Il n'y a que 7,4 millions de chômeurs officiellement, mais si on tient compte du sous-emploi qui devient chronique, c'est 20 millions de personnes qui ne peuvent vivre dignement protégés de la précarité. Les emplois sont mal payés et surtout de plus en plus à temps partiel: ce temps partiel a bondi de 468 000 ce dernier mois.

Ce qui compte pour le système, ce n'est pas Wall Street, mais Main Street et surtout en période électorale. Les vrais indicateurs de l'économie ce sont ceux qui touchent au concret, pas aux abstractions des professeurs et des fonctionnaires, ce sont les difficultés des étudiants à honorer leurs dettes, la croissance des impayés dans le crédit auto, la progression continue de la soupe populaire (les food stamps) ; l'envolée des couts de la santé, la chute de la propriété immobilière des ménages, le plongeon du revenu médian ...et la résultante synthétique de tout cela: la présence de Trump dans la course à la Présidence.



« Vous avez de l'épargne ? Retenez ça : 1 % de hausse des taux = 1 000 milliards de pertes minimum pour le marché obligataire »

L'édito de Charles SANNAT 7 juin 2016

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Aujourd'hui, je vous propose la traduction d'un article qui ne fait jamais rien que confirmer ce que je tente parfois, avec grande difficulté, d'expliquer au plus grand nombre, à savoir que votre épargne est en grand danger.

Souvent, on me répond que ce ne sont que les riches qui sont concernés par ces problèmes... Eh bien au risque de décevoir quelques « pauvres », figurez-vous que non : tout le monde est concerné, quelle que soit la taille de son patrimoine ou de son non-patrimoine, et je dirais même que moins vous êtes riche, plus vous êtes fragile et moins il vous en restera en cas de problème !

Une personne qui a 10 millions d'euros, même si elle perd 9/10e de sa fortune il lui restera encore... un bon million !! De quoi en faire rêver plus d'un. Le type qui a péniblement mis de côté 15 000 euros, l'épargne de toute une vie, peut potentiellement tout perdre et ces 15 000 euros peuvent vraiment lui manquer à lui car évidemment, l'utilité marginale comme on dit en économie des premiers milliers d'euros n'a rien à voir avec celle des derniers millions qui ne sont presque jamais... utilisés par leur propriétaire en réalité.

Bref, que doit faire un pauvre ? Eh bien c'est simple. Si vous vouliez suivre une formation, n'hésitez pas : investissez en vous plutôt que de garder de l'argent à la banque placé à des taux négatifs !! Ce n'est qu'un tout petit exemple mais je peux vous assurer qu'en cherchant bien vous trouverez comment utiliser votre argent de façon optimale pour vous rendre plus « performant », plus « employable », ou encore plus « résilient », ou tout ce que vous voudrez.

Pour Charles Himmelberg, analyste de chez Goldman Sachs, 1 % de hausse des taux = 1 trillion de pertes minimum pour le marché obligataire !!

C'est le site Zero Hedge qui a repris cette dépêche de Bloomberg donc tout cela est parfaitement vrai et sourcé comme ont dit.

Je pense, et je le dis depuis des mois, que la FED est prise au piège des taux d'intérêt très bas, et que l'économie et en particulier l'endettement font qu'il est impossible pour la FED d'augmenter de façon significative les taux d'intérêt sans déclencher un monumental krach obligataire d'anthologie et qui ferait passer la crise des subprimes de 2007 pour du pipi de chat !!

Charles Himmelberg, analyste de chez Goldman Sachs, a pris la peine d'évaluer les pertes que subirait le marché obligataire en cas d'une hausse des taux de 1 %... Je vous laisse imaginer le coût si les taux allaient disons jusqu'à 5 ou 6 % !! On parlerait de 5 000 à 6 000 milliards de pertes... et là, croyez-moi, cela commence à piquer un peu !

Zero Hedge, qui a commenté cette analyse dans cet article du 4 juin, explique qu'après 7 années de guerre des devises, les banques centrales, dévaluant tour à tour afin de désespérément tenter de relancer la machine enrayée de la croissance, ont fait chuter les taux obligataires si bien qu'aujourd'hui, un total de 10 trillions de dette à travers le monde « offre » un rendement négatif, ce qui signifie que vous devez payer pour avoir le privilège de prêter votre argent à un État souvent surendetté ! Tant que les taux ne grimpent pas et que les obligations trouvent preneur, cette stratégie est relativement sûre. En revanche, un risque majeur se profile si les banques centrales se mettent à serrer la vis.

Parmi les partisans d'un planning de hausse des taux plus agressif, il y a notamment les banques, désireuses d'augmenter leurs revenus. Cependant, celles-ci, à l'instar de Matt Dimon, ne prennent pas en compte les pertes que les détenteurs d'obligations à long terme acquises dans le passé devront encaisser en cas de hausse des taux (vu que la valeur d'une obligation évolue en sens opposé des taux).

Quel est le risque ? D'après Charles Himmelberg de Goldman Sachs, en cas de hausse des taux du pour cent souhaité par Dimon, la perte de valeur devrait s'élever entre 1 et 2,4 trillions de dollars ! Pour remettre ces montants dans leur contexte, même l'estimation basse d'un trillion serait supérieure de 50 % aux pertes du krach obligataire de 1994, ainsi que plus élevée à l'ensemble des pertes accumulées jusqu'à présent sur le marché des titres adossés à des créances hypothécaires (MBS, titrisation du crédit hypothécaire). En cas de normalisation des taux à leur niveau historique (3,5 %), les pertes s'élèveraient à 3 trillions de dollars.

Ça veut dire quoi pour votre épargne ?

Si vous avez un contrat d'assurance vie fonds en euros, cela veut dire que vous êtes chargé.... d'obligations ! Autant dire que votre contrat pourrait ne plus valoir tripette ou se retrouver bloqué... car il pourrait ne plus y avoir de liquidités.

Cela veut dire que les banques et les compagnies d'assurance pourraient à nouveaux vaciller et s'effondrer.

Bref, encore une fois, depuis 2007, rien n'a changé, tout est pareil mais en pire,

même si on vous explique que « La-France-Va-Mieux », mais tout cela c'est de la com', c'est bidon, c'est de l'incantation.

La réalité c'est que hier comme aujourd'hui, ce sont les banques centrales qui tiennent à bout de bras et de manière concertée l'économie mondiale chancelante.

Il faut donc surveiller ce que font les banques centrales et ce qu'elles ne font pas, et il faut aussi ne pas céder à l'envie rassurante de croire que les banques centrales peuvent et pourront toujours tout !!

Intégrez dans vos scénarios que les banques centrales pourraient aussi échouer tout en sachant que si elles réussissent, cela se fera au prix d'une terrible érosion de votre épargne et de votre pouvoir d'achat.

Ceux qui veulent en savoir plus sur les méthodes afin de se protéger et se prémunir mais aussi pour anticiper l'ensemble de ces risques peuvent rejoindre les abonnés à ma [lettre STRATÉGIES](#) en allant [ici](#). Pour tous les autres, je continuerai à vous informer gratuitement via le site Insolentiae aussi longtemps que je le pourrai !!

Sachez que je viens de sortir un hors série exceptionnel de plus de 65 pages qui est un guide spécial de tous les placements à votre disposition et de l'ensemble des risques associés mais aussi des perspectives. Cela va de l'épargne bancaire classique, aux voitures de collection et à la liste de véhicules que l'on peut acquérir (tous à moins de 25 000 euros). Ce hors série exceptionnel, qui je pense répondra à de très nombreuses questions, est accessible [ici](#).

Si vous êtes abonné à la [lettre STRATÉGIES](#), sachez que **ce guide vous est offert** et qu'il a été mis dans votre espace abonné où vous pouvez aller le télécharger gratuitement. Il fait office de lettre du mois de mai 2016 !! C'est un cadeau pour tous vous remercier de votre soutien et de votre implication, et les abonnés de STRATÉGIES bénéficieront de mes attentions les plus grandes car vous permettez mon indépendance. Donc surtout n'allez pas l'acheter !!

Ceux qui veulent uniquement le hors-série, peuvent acheter le [guide spécial placements ici](#), ou [s'abonner à STRATÉGIES ici](#) et avoir aussi le guide spécial placement offert !!

J'en profite donc pour vous remercier très sincèrement.

En attendant, mes chers amis, préparez-vous, il est déjà trop tard !

Blague du jour... Après les « fonds d'urgence », voici les « fonds d'extrême urgence »

« Inondations : Valls annonce un « fonds d'extrême urgence » pour les sinistrés »... C'est le titre de cette dépêche de l'AFP... qui m'a fait littéralement hurler de rire tant on atteint des sommets de conneries et de démagogie et un raffinement extraordinaire dans la communication.

Manu, donc, veut frapper fort et montrer qu'il soutient encore plus les sinistrés des inondations.

Alors après le traditionnel « fonds d'urgence », voici venu le temps du « fonds d'extrême urgence » qui sera toujours distribué par les mêmes fonctionnaires de la même préfecture avec la même lenteur... mais on a changé le titre du fonds.

Non franchement, c'est drôle, je ne dirai pas qu'on se fout royalement de notre gueule mais je le pense tout de même un peu.

À la prochaine catastrophe, on va nous créer un fonds de l'extrême urgence super rapide qui va même remonter le temps et créditer votre compte avant même que vous n'ayez à faire les dépenses. Si, si, c'est possible, il suffit juste de créditer votre compte en date de valeur rétroactive.

Allez Manu, encore un effort dans la démagogie, tu peux faire encore mieux, aller « plus vite, plus loin, plus fort » comme dit Sapin.

Dans la France-qui-va-mieux, nous avons donc désormais des fonds d'extrême urgence...

Charles SANNAT

[Source Bousorama ici](#)

Pour Macron, un risque de stagnation « menace » l'Europe

Haaaa... ce Macron alors, quel pessimiste ! Il faut dire qu'avec son histoire de costard à 1 200 euros que les pauvres peuvent se payer à condition de travailler et les œufs que la CGT lui lance, son mouvement « en marche » va finir par « on court »...

Bref, notre ministre de l'Économie qui se positionne dans le paysage politique pour 2017 commence à libérer sa parole. Alors que Sapin dit que tout va bien, Manu, lui, explique que « en France, en Europe, la reprise est là, mais le risque de stagnation séculaire menace tout particulièrement notre continent », a affirmé le ministre en présence du secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, qui avait alerté en début de semaine sur la « croissance molle » dans laquelle est piégée

l'économie mondiale...

Et de vous à moi, il n'a pas tort, puisque c'est exactement ce que je pense sauf que cela ne menace pas la France, cela se passe déjà en France... et Macron le sait très bien.

Préparez-vous mes amis. Il y aura toujours des besoins à satisfaire ! À vous de travailler votre employabilité.

Charles SANNAT

[Source AFP via Romandie ici](#)

Martin Prescott et le rôle de l'argent !!

Voici la dernière vidéo de Martin Prescott qu'il consacre à l'utilité de l'argent. Oui l'argent est utile, et non l'argent n'est pas sale, ce n'est qu'un outil et tout dépend ce que l'on souhaite en faire ou ne pas en faire.

En France, ce n'est plus tant la religion catholique largement affaiblie et affadie qui explique le problème que les gens ont avec l'argent mais plus la mentalité de gauche et cet esprit anti-riches largement partagé dans la population. Ce ne sont pas les curés qui mettent le feu aux Porsche mais bien les « antifas » d'extrême gauche.

Pourtant, soyons clairs. Pour qu'il y ait redistribution ou charité, il faut à un moment une création de richesses, et les États ou les fonctionnaires (très utiles par ailleurs) ne créent pas de richesses : il faut faire ici la différence entre utilité et création de richesse. Un policier est utile, un médecin aussi, mais ils sont des dépenses (indispensables), pas de la création de richesses directe.

Alors voilà notre Martin qui part dans des envolées lyriques autour du rôle de l'argent.



<https://youtu.be/Dx5-bEz-s6w>

Charles SANNAT



La Banque d'Italie abaisse ses prévisions de croissance 2016 et 2017

Publié le 7 juin 2016 à 13:00:33 par Tiger54 / 0 commentaire / 48 Vues

La Banque centrale d'Italie a revu à la baisse lundi ses prévisions de croissance tablant désormais sur une augmentation du PIB de 1,1% en 2016 et de 1,2% en 2017,... Lire la suite



L'emploi US pousse la Fed à repousser une hausse des taux

Rédigé le 7 juin 2016 par Philippe Béchade

Janet Yellen peut offrir quelques semaines de permission à ses 3+1 mousquetaires "faucons" (Esther George, Charles Evans, James Bullard et Eric Rosengren). Leur mission, qui consistait à faire croire que la Fed pourrait relever son taux directeur au mois de juillet puis une seconde fois en décembre, est terminée.

Sitôt les chiffres de l'emploi parus vendredi dernier, il a fallu moins de deux heures pour que la Fed libère une première "colombe". Il s'agissait de Lael Brainard, membres du conseil des gouverneurs de la Fed, qui s'est prononcée en faveur d'un report d'une hausse de taux.

D'autres colombes suivront, puis Janet Yellen devra se défendre d'avoir berné les

marchés en faisant miroiter une poursuite de la normalisation alors qu'elle ne pouvait ignorer les signaux de ralentissement émis par le marché du travail depuis le mois de mars... et dont la dégradation s'est radicalisée au mois de mai.

Entre les anticipations et la réalité, il y a plus de 125 000 emplois d'écart. Et si l'on rajoute les révisions à la baisse des mois d'avril et mars (-37 000 et -22 000), ce sont près de 200 000 postes qui manquent par rapport aux projections formulées fin février.

Si vous êtes Français, ce message vous concerne L'incroyable confession d'une spécialiste financière reconnue, auteur de 4 "best-sellers" économiques.

La spectaculaire baisse du taux de chômage (-0,3% d'un coup) s'explique par la chute de la population active (-665 000 personnes), cela a déjà été abondamment commenté... Mais cela signifie que sept millions de personnes, soit 2,3% de la population américaine, auront quitté le marché du travail en 2016.

En imaginant que la moyenne des trois premiers mois de l'année ait perduré en mai, cela signifie que 200 000 nouveaux actifs financent 600 000 nouveaux retraités ou personnes qui sous une forme ou une autre toucheront de l'argent public et se retrouvent à la charge de la collectivité.

Ce phénomène ne vient pas de surgir : c'est la conséquence inexorable de la pyramide des âges qui fait se multiplier les pensionnés bien plus vite que l'économie américaine ne peut produire de barmen, de serveuses, de promeneurs de chiens ou de coiffeuses à domicile.

Les services vacillent

Le taux de personnes travaillant en indépendant n'a jamais été aussi élevé depuis "la crise". Les permabulls interprètent cela comme le signe encourageant du triomphe de l'esprit d'entreprises. D'autres constatent que les nouveaux diplômés éprouvent les pires difficultés pour décrocher un emploi bien rémunéré... et que lorsque l'on supporte 30 000 \$ de dette (prêts étudiants) au moment d'entrer dans la vie active, il faut trouver le moyen de faire de l'argent, y compris dans des domaines qui n'ont pas grand-chose à voir avec la formation initiale.

Les ex-étudiants tentent donc de se lancer dans une activité de services (facile à monter de chez soi, peu gourmande en capitaux).

Car il n'est évidemment pas possible de s'improviser fabricant de pièces automobiles, producteur d'énergie, transporteur ferroviaire. Il n'y a pas d'"auto-entrepreneurs" dans le secteur manufacturier... à moins de se lancer dans la fabrication d'objets via une imprimante 3D.

La planche de salut, c'est le secteur des services, par conséquent. Et c'est là que les chiffres publiés vendredi dernier deviennent alarmants : l'indice ISM des

services aux Etats-Unis a décroché de 55,7 vers 52,9. Il s'agit d'un indicateur avancé de mauvais augure pour la croissance au second semestre 2016.

Janet Yellen était la première à reconnaître, ce lundi, que "les perspectives économiques sont incertaines" et que "les derniers chiffres de l'emploi sont inquiétants"... mais elle tempère son propos en objectant qu'"il ne faut pas accorder trop d'importance à une seule statistique".

Le problème c'est que ce n'est pas la seule... Mais ce qui sauve la situation, c'est que les vendeurs ont disparu de la circulation depuis bien longtemps, sachant qu'ils ne sont pas de taille à défier la Fed. Il n'y a donc plus de "marché" tel que la théorie économique le conçoit.

Et s'il n'y a plus de marché, si le risque ne rapporte plus rien, pourquoi les entreprises investiraient-elles et créeraient-elles de "vrais" emplois ?

Après tout, la Chine dispose de surcapacités de production telles que l'Amérique risque de ne manquer de rien.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/emploi-us-fed-hausse-taux/>

Copyright © Publications Agora

Le problème, avec un revenu de base garanti...

Rédigé le 7 juin 2016 par Bill Bonner

Nous réfléchissons depuis hier au revenu de base garanti (c'est-à-dire un revenu de base qu'on touche qu'on ait un emploi ou non)... et il nous vient en tête que c'est en réalité un sujet sur lequel nous écrivons depuis 15 ans.

C'est le même problème avec toutes les fraudes... avec tous les programmes de redistribution insensés et mal pensés... et tous les plans "quelque-chose-en-l'échange-de-rien".

C'est le même problème qu'on "relance" une économie avec de "l'argent" factice... qu'on aide des dictateurs étrangers... ou qu'on distribue du pain et des jeux aux électeurs à domicile.

C'est que le Deep State, en plus d'être maléfique et distrayant, est incompetent. Il mène des guerres uniquement pour les perdre. Il résout des problèmes et les aggrave. Mené par les banques centrales, il "améliore" l'économie et laisse neuf personnes sur 10 plus pauvres qu'avant.

Heureusement, nos dirigeants sont si maladroits, boiteux et incompetents qu'ils nous épargnent de pires désastres. S'ils étaient plus intelligents et mieux organisés, ils auraient causé encore plus de dégâts.

L'oisiveté est la mère de tous les vices

L'argent gratuit est une menace aveugle : il détruit les riches comme les pauvres. Et plus on met d'argent à la tâche... plus on peut ruiner de gens.

Prendre de l'argent en échange de rien est une habitude facile à prendre... et difficile à perdre.

Les gens les plus pauvres ont peu de défenses ; même une petite allocation a un effet dévastateur. Bientôt, ils ne peuvent plus s'en passer.

Les industries locales disparaissent ; elles ne peuvent pas faire concurrence à des biens et des services gratuits. Les mauvaises habitudes prolifèrent ; la criminalité et la violence augmentent, l'oisiveté étant, comme on dit, la mère de tous les vices.

Comme nous l'avons abordé dans notre chronique sur la remise de diplômes à l'Université du Vermont, ce n'est pas le fait de se "sentir concerné" qui mène les gens au progrès économique. C'est le besoin.

Et ce n'est pas l'abondance de capitaux qui fait que les gens en veulent plus ; c'est sa rareté. Supprimez le besoin et vous sapez tout l'édifice. Les gens cessent même... de se sentir concernés.

L'une des innovations clé pour la construction de notre civilisation moderne a été l'argent — la monnaie.

Grâce à elle, on a pu transporter la richesse au travers du temps et de l'espace.

La monnaie circulait. On pouvait faire affaire avec quelqu'un qu'on ne connaissait pas — appartenant à une tribu différente... parlant un langage différent... ayant une culture différente.

Peu importait ce qu'il pensait ou les dieux qu'il adorait. Son argent valait celui d'un autre.

C'est ce qui a permis aux gens de se spécialiser dans ce qu'ils savaient faire de mieux. Ils n'avaient pas besoin de tout faire eux-mêmes. Ils pouvaient se concentrer sur leur activité la plus productive — puis en faire commerce avec les autres.

S'ils vivaient dans un pays chaud, ils pouvaient faire pousser des bananes et des oranges et les échanger avec des gens habitant plus au nord, contre du blé et d'autres céréales.

Les biens et les services ont commencé à circuler (souvent avec des armées d'envahisseurs), apportant avec eux des idées et des innovations qui aidaient tout le monde à progresser.

Il n'est pas surprenant que des peuples vivant sur des îles lointaines ou des vallées isolées soit généralement plus primitives. Elles n'ont pas eu l'avantage des contacts, du commerce et des échanges.

De l'argent honnête

La monnaie permet aussi à la richesse de transcender le temps. Vous fabriquez quelque chose. Vous le vendez. Vous gardez l'argent dans votre portefeuille. 10 ans plus tard, vous pouvez toujours dépenser la richesse créée il y a une décennie.

Ou, en empruntant, vous pouvez utiliser l'argent de quelqu'un d'autre — basé sur de la richesse créée il y a longtemps — pour générer de la richesse future... avec laquelle vous pourrez rembourser la personne tout en gardant une part pour vous.

L'argent ne venait pas de rien ; il naissait de quelque chose. Ce devait être de l'argent honnête, pas de la devise frauduleuse créée par les banques centrales ou les gouvernements.

Et il ne pouvait pas être volé.

Il devait être gagné — par le travail, l'investissement, le commerce, les échanges et l'industrie. C'était le produit... le fruit... des efforts. Pas de l'oisiveté. Et il a amené avec lui un tout nouvel esprit, une toute nouvelle éthique, et une nouvelle philosophie sur le fonctionnement du monde.

“Ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le [vous aussi] de même pour eux”, ainsi l'a formulé Jésus-Christ durant le Sermon sur le Montagne.

Si vous voulez recevoir, en d'autres termes, il va falloir donner. Supprimez le besoin de donner en plus de celui de prendre... et vous embrouillez tout.

Pas besoin de planter si l'on n'a pas besoin de récolter. Pas besoin de dire “s'il vous plaît” et “merci”, ou de vous lever pour faire chauffer votre four à quatre heures du matin... si vous touchez un chèque sans cuire une seule miche de pain.

Et inutile d'épargner votre argent et de l'investir avec sagesse si vous avez accès à de la pseudo-épargne en quantité illimitée.

L'argent gratuit crée l'illusion de la richesse — dans une famille ou une économie — et tout le monde s'en trouve appauvri.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/probleme-revenu-base-garanti/>
Copyright © Publications Agora

On ne peut ni jouer contre la Fed ni jouer avec elle, tout est perdant.

Bruno Bertez 6 juin 2016

La semaine avait été calme et les observateurs s'attendaient à ce qu'elle se termine comme elle avait commencé, tranquille.

Ce fut un coup de tonnerre. Les chiffres de l'emploi américain de Mai ont pris la

communauté spéculative totalement par surprise avec une création de 38 000 postes seulement pour 158 000 attendus.

Les marchés ont chaviré: forte chute des rendements des obligations et fonds d'état, retournement des marchés des changes, hausse vigoureuse du Yen et de l'Euro, chute du dollar contre toute devise, forte baisse du secteur bancaire mondial et en contre partie hausse de l'or accompagnée d'un bond exceptionnel du secteur des mines d'or. Cela a coûté cher! Une volatilité généralisée que l'on n'avait pas connue depuis le mois de Décembre. Pour l'exemple, le Yen a monté de 2% , le dollar index a chuté de 1,8%, les mines d'or ont fini la semaine sur une performance de +13,8%.

Le plus spectaculaire, pour nous, c'est la baisse des taux et donc symétriquement la hausse des fonds d'état dont pourtant le marché reste très large: le rendement des Treasuries à 2 ans a chuté de 11 pts de base en une seule journée, et de 14 pbs sur la semaine, à 0,77%. Le rendement du 5 ans a perdu 25 pbs à 1,23% et celui du 10 ans 15 pbs à 1,7%. Relevons en passant que le Bund Allemand s'est mis à l'unisson, son rendement a chuté de 5 pbs à 0,68%. Un vrai carnage quand on sait que la spéculation est vendeur « short » pour des quantités records sur tous ces assets selon les derniers chiffres de la CFTC, Commodity Futures Trading Commission.

Le bon temps ou les Hedge funds et les Proprietary Trading faisaient leurs choux gras en suivant la Fed est terminé: on ne peut ni jouer contre la Fed ni jouer avec elle, tout est perdant. Les pertes de la Communauté sont systémiquement importantes car elles cassent la connivence et donc la maniabilité du Système, ce dernier se disloque, se met en « désordre de marche ». Ceci accompagne la perte de crédibilité des Banques Centrales, elles étaient crédibles tant qu'elles faisaient gagner de l'argent nous l'avons expliqué en son temps. Les bandits ne s'entendent que tant que le butin à se partager est suffisant. Le temps va venir ou certaines institutions géantes vont oser être à nouveau « rogues », c'est à dire qu'elles vont venir agir en prédateur. Le Syndicat géant va se disloquer.

Le message lancé par les marchés est clair, la hausse des taux de la Fed est inadéquate, elle va à l'encontre des marchés qui eux prédisent la baisse de ces mêmes taux. La divergence entre ce que veut et dit la Fed et ce qu'anticipent les marchés, au lieu de se réduire, cette divergence s'aggrave, la Fed est de plus en plus hors du coup , à « coté de la plaque ».

Tout au long de ces dernières semaines, la Fed s'était évertuée à réduire cet écart entre les anticipations des marchés et son plan de marche, elle s'est ridiculisée. Ce sont les marchés qui ont raison, pas la Fed. La probabilité pour une hausse des taux en Juin s'est effondrée, elle était de 22% juste avant les chiffres de l'emploi, elle a dégringolé à ... 4%; Il y a une semaine cette même probabilité était encore

de 30%. Voilà ce que c'est de mener une politique monétaire « data dependant », c'est à dire gouvernée par les statistiques.

La Fed voulait régulariser, monter les taux, et les opérateurs lui disent: non, pas question, n'y pensez même pas! Tirez un trait sur votre espoir de pouvoir reprendre l'initiative les 14/15 Juin. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, la Fed a une fois de plus perdu le contrôle, elle est dans un coin, dans un « corner ». Elle court derrière les marchés, derrière l'économie et une fois de plus elle a raté la lucarne de tir.

Les pertes de la Communauté spéculative fragilisent le système, elles traduisent la montée des risques réels, les vrais, pas ceux des modèles, et elle va inciter à plus de prudence sinon de retenue dans le levergaging. Or c'est précisément ce dont le monde a le moins besoin. Le monde a besoin que les paris restent ouverts, que le casino continue de tourner alors que d'une part la croissance ralentit et que d'autre part les autorités perdent la main. Par ailleurs, la hausse du Yen et le rebond de l'Euro vont dans le sens du deleveraging également; si on perd sur les emplois et aussi sur les ressources, cela devient intenable.

On craignait la divergence mondiale entre les USA et le reste du monde, voilà que l'on se trouve devant un indicateur qui pointe vers la convergence sinon la resynchronisation. Cela fait mal à ceux qui travaillent en « carry ». Le Yen a fait un bond de 3,4% en fin de semaine, signant ainsi un presque plus haut de 18 mois alors que Kuroda prie et menace pour le faire baisser. L'Euro a refranchi ses résistances à la hausse au dessus des 1,1335 alors qu'il tentait de faire un parcours vers le bas, il n'est plus très loin de ses plus hauts de l'année!

Les commentateurs sont, semble-t-il, passés à côté de l'essentiel en ne mettant pas en évidence la fragilité du secteur bancaire. Celui ci bénéficiait depuis quelque temps des faveurs des recommandations du « sell side » et voila qu'il rechute lourdement avec tous les effets d'entraînement et de transivité que l'on peut craindre. Les plus touchées ont été les banques de l'eurozone; le STOXX 600 des bancaires a perdu 2,2% vendredi ce qui a porté son déchet de la semaine à 5,4%, et ceux de l'année 2016 à 19,6%. A tout seigneur tout honneur les banques Italiennes ont reculé de 2,9% pour des pertes hebdomadaires de 8,9% et des pertes de 2016 de 40%.

Rien d'étonnant si les primes de risque, les spreads se dilatent à nouveau sur les Périphériques européens, n'est ce pas! Le risque, le vrai risque monte.

Le risque monte, de plus en plus, et il se donne à voir non dans les mouvements boursiers, mais dans le désordre et l'impuissance des régulateurs: « ils » sont dépassés.

Rien ne se passe comme « ils » l'avaient anticipé, rien ne se passe comme « ils » le souhaitent. C'est une évidence maintenant pour ceux qui ont le nez collés sur les

terminaux qui donnent les nouvelles, mais c'était un constat assuré depuis longtemps pour ceux qui observent le déroulement historique de la crise depuis sa révélation. Et surtout pour ceux qui ont la mémoire des propos des dirigeants. Il suffit de comparer ce qu'ils ont dit à ce qu'ils font ou plutôt à ce qu'ils sont incapables de faire.

Nous avons toujours soutenu la thèse du « No Exit ». Le mythe, l'illusion de leur pouvoir tient encore grâce aux subterfuges. Normalement, tout aurait dû craquer lorsque la Fed a stoppé les QE; cela n'a pas craqué car on a fait donner la garde, on a fait lancer les QE de la BOJ et de la BCE en relais. Cela a donné l'illusion que l'on pouvait sortir des politiques non conventionnelles. On voit clairement maintenant que cette illusion ne vaut pas plus que celles de David Copperfield. Avec l'impasse dans laquelle se trouve le Japon, et les mesures désespérées qu'il sera obligé de prendre, nous pensons qu'une nouvelle étape de prise de conscience va bientôt s'effectuer.

USA : Le Marché est fortement surévalué !

Qui perd gagne Posted on 6 juin 2016

Comme l'a souligné par Warren Buffett, le pourcentage de la capitalisation boursière totale (TMC) par rapport au États – Unis GDP (ou PIB) est « probablement la meilleure mesure pour apprécier la valorisation du marché à un moment donné. »



Au cours des quatre dernières décennies, le ratio TMC / PIB a observé de larges

variations.

Ratio = Total capitalisation boursière / PIB	Évaluation
Ratio <50%	nettement sous
50% <Ratio <75%	Modestement sous
75% <Ratio <90%	Justement évalué
90% <Ratio <115%	Modestement surévalué
Ratio > 115%	significativement surévalué
Où sommes - nous aujourd'hui (06/06/2016)?	Ratio = 119,8% , fortement surévalué

Le marché boursier est fortement surévaluée .

Basé sur le ratio historique de capitalisation boursière totale par rapport au PIB est actuellement à 119,8% .

gurufocus.com

La planète menacée par une crise des retraites, d'après l'OCDE

or-argent.eu Juin 7, 2016



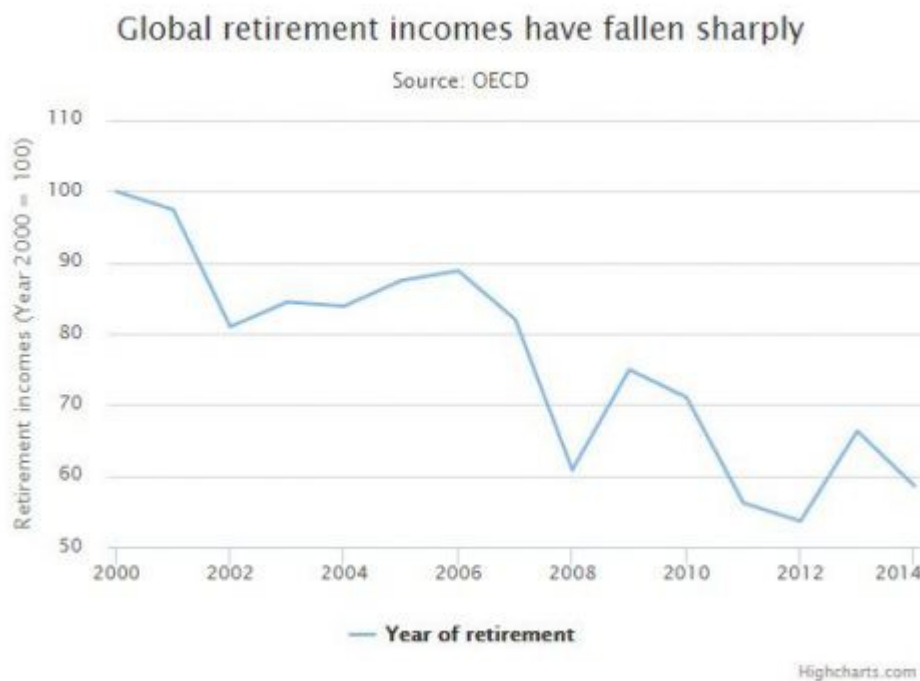
Dans notre série « le système des retraites est condamné » via laquelle nous avons fait apparaître les premières fissures qui se manifestent du côté des caisses privées américaines, voici désormais l'analyse de l'entité très officielle qu'est l'OCDE sur des produits comme l'assurance-vie via cet article du Telegraph :

« La crise mondiale des retraites est mise à nu par une nouvelle analyse montrant que les travailleurs qui prennent leur retraite aujourd'hui doivent s'attendre à des

revenus inférieurs (retraite complémentaire) de moitié par rapport à ceux qui ont pris leur pension au début du millénaire.

Les conclusions implacables de l'OCDE seront présentées cette semaine dans un rapport qui met en avant l'impact des taux très bas sur des systèmes comme celui de l'assurance-vie.

Il montre qu'un individu qui réserve 10 % de son salaire pour sa retraite pendant 40 ans ne peut espérer que la moitié des revenus d'un travailleur ayant opéré de la même manière mais ayant pris sa retraite il y a 15 ans.



L'analyse du think-tank de plans d'assurance-vie définis, dont la valeur peut augmenter ou baisser en fonction de la performance des investissements, met en exergue les défis qui attendent de nombreuses caisses de retraite dans notre environnement actuel de faible croissance et de basse inflation.

Les caisses de retraite investissent environ 40 % de leurs actifs en titres à revenus fixes, d'après l'OCDE, dont les obligations gouvernementales à faible rendement. (...)

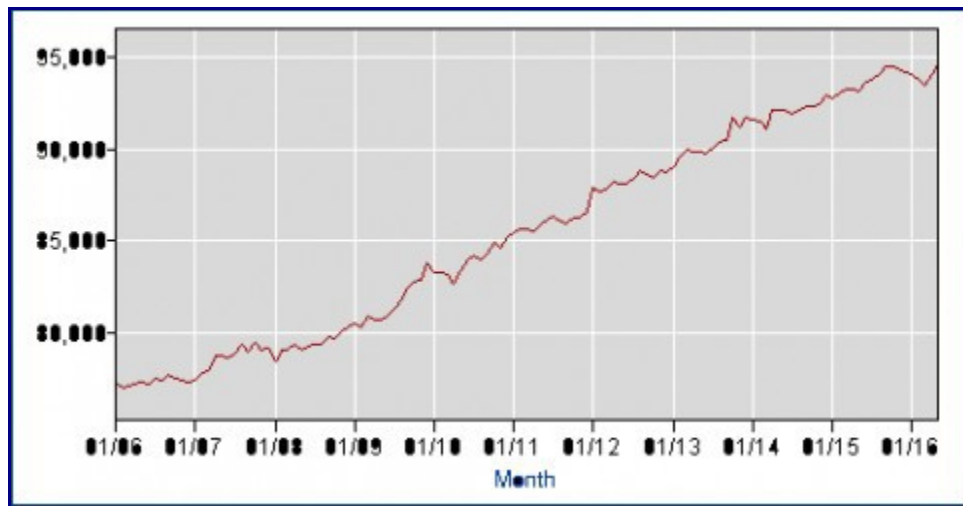
Catherine Mann a déclaré que si les états ne prennent pas les mesures nécessaires pour restaurer la croissance et sortir l'économie mondiale de son malaise actuel, ils « *pourraient devoir rompre leurs promesses* », aussi bien du côté des jeunes en ce qui concerne les perspectives d'emploi, compliquées, et des salaires en baisse, que du côté des anciens en raison de leur incapacité grandissante de tenir leurs obligations en termes de soins de santé et de retraite.

« *La classe politique ne peut nier la réalité, être complaisante ou paralysée. Elle doit agir,* » a ajouté Mme Mann. »

De bien belles paroles, Mme Mann, mais qui auront pour effet, au mieux, de voir votre photo illustrer la page « tomber dans l'oreille d'un sourd » de l'encyclopédie illustrée Larousse des expressions françaises...

États-Unis : 94,7 millions de chômeurs fantômes

Par BA le 06 juin 2016 Blog du Yéti



USA : évolution du nombre de chômeurs... fantômes !

États-Unis : record historique battu !

En mai 2016, un chiffre historique : 94,708 millions de citoyens étasuniens n'ont plus été comptabilisés dans la population active !

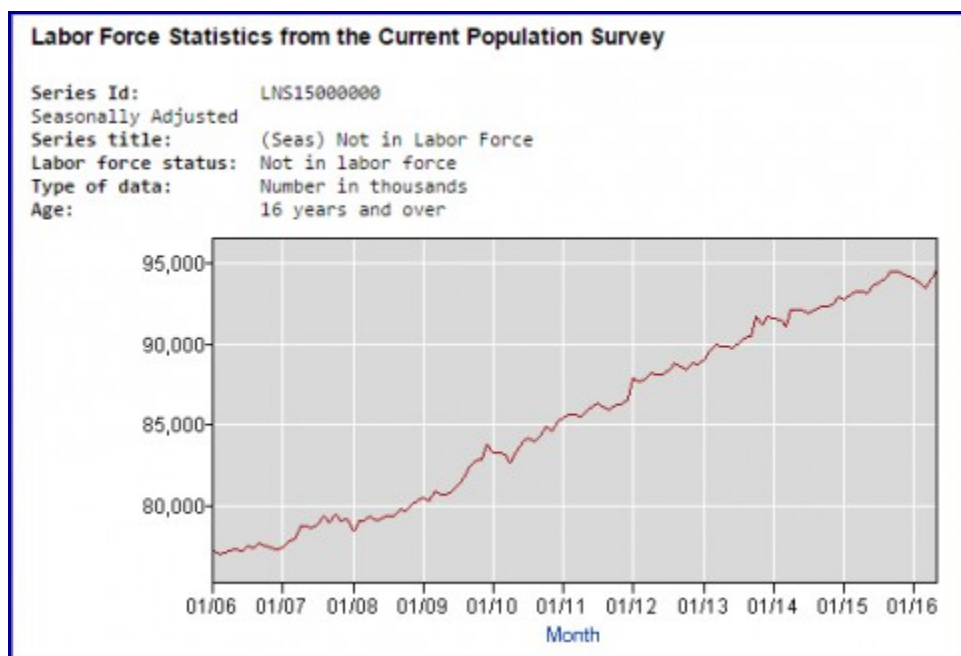
Aux États-Unis, c'est facile d'obtenir des bons chiffres du chômage : il suffit de faire disparaître des statistiques officielles 94,708 millions de citoyens étasuniens en âge de travailler !

Record historique !

Ils ne travaillent pas, ils sont sans emploi... mais ils n'apparaissent plus dans les statistiques du chômage !

C'est ça, le plus important !

Regardez ce graphique ahurissant (source : [Bureau of Labor Statistics](#)) :



“Not in labor force” : nombre de citoyens étasuniens qui ne sont plus comptabilisés dans la population active.

Aucun gouvernement n’est capable de supporter un retour des taux dans les normes.

Bruno Bertez lundi, 06.06.2016 Agefi suisse

La dette à taux négatif incite (les gouvernements) à la dépense

La dette à taux négatif incite les gouvernements à la dépense et les ménages à l’épargne !

Les taux négatifs sont une drogue dure, il n’y a qu’un sens, toujours plus. On ne peut qu’abuser de ce qui est gratuit, surtout quand c’est au détriment des autres. Les taux négatifs, c’est le comble du tiers payant si bien analysé par Milton.

On en parle souvent sous l’aspect épargne/placement pour déplorer que la rémunération des épargnants soit devenue nulle; surtout pour ceux qui sont les moins capables de supporter le risque, c’est à dire les «petits».

On oublie l’autre versant des taux négatifs: à savoir l’incitation donnée aux gouvernements et aux états et maintenant aux Corporate à emprunter. Si cela ne vous coûte rien de vous endetter vous en usez et abusez. En baissant le coût de l’endettement, vous augmentez la demande de crédit et le volume d’émissions obligataires. Vous le faites d’autant plus facilement que vous achetez vos élections grâce aux voix que vous collectez par vos dépenses. Le Français Hollande est en

train cyniquement d'en administrer la démonstration, chaque jour il ajoute à son catalogue de largesses dans la perspective de 2017. Nous laisserons de côté l'effet nocif du crédit et de la dette sans douleur sur la mauvaise allocation du capital dans un monde qui souffre déjà de surproduction et de gaspillages.

L'Allemagne avait bien vu ce phénomène, les taux bas, zéro ou négatifs sont une incitation à la dépense aux déficits et à la dette. Mais voir clairement ne signifie pas que l'on réagisse et que l'on s'y oppose concrètement. Les Allemands sont l'hommage du vice à la vertu ou son symétrique!

Quand on entre dans l'univers enchanté des taux négatifs, on cotoie Peter Pan et la fée Clochette, on ne peut plus en sortir, en fait c'est «Hotel California». On peut check-in, mais pas check-out. Aucun gouvernement n'est capable de supporter un retour des taux de long terme dans les normes et moyennes historiques, ce qui signifie que le financement par la production de crédit d'origine monétaire est devenue obligatoire. On ne peut retourner à un système dans lequel le crédit serait adossé à l'épargne. C'est la raison pour laquelle, la semaine dernière encore, Draghi a éprouvé le besoin de répéter que les taux allaient rester quasi nuls aussi loin que l'oeil porte à l'horizon. Rien qu'évoquer la perspective d'un retour à une rémunération normale ferait s'effondrer les marchés.

Notons en passant l'imbécilité de la thèse de Bernanke qui nous dit que les taux sont bas à cause d'un «savings glut», c'est de la mauvaise foi caractérisée car il sait bien, pour avoir lu Keynes, que dans un système où le crédit est originé, produit par le système bancaire, il n'y a pas de limite au crédit par une quelconque raréfaction ou excédent d'épargne.

Bernanke sait bien qu'il y a longtemps que les banques ne sont plus «intermédiaire» de crédit mais «originateur». Et puis il lui suffit de lire les travaux de la Banque d'Angleterre, notre maître à tous en la matière. Si les taux sont bas et négatifs, c'est non pas à cause d'un excédent imaginaire d'épargne, mais parce que les Banques Centrales monétisent le crédit en général et les déficits des gouvernements en particulier. Et parce que la demande de monnaie reste forte, ce qui fait que les agents économiques ne la boudent pas. Du moins, pas encore. Lorsqu'il y aura une vraie reprise, et il y en aura une un jour, les actifs réels, les biens et les services deviendront plus désirables que le papier et on s'apercevra des erreurs de raisonnements des Banquiers Centraux. Il sera trop tard.

Il y a déconnection, disjonction entre le crédit et l'épargne. Donc le «savings glut», on s'en fiche. C'est un colossal piège, qui s'est refermé sur les Etats.

Mais il y a plus. Les taux zéro ou négatifs tuent les «business model» non seulement des banques, mais aussi des organismes de protection, des institutions

de retraite et ils tuent les investisseurs professionnels en valeurs à revenu fixe. Ils tuent les classes moyennes.

Il n'y a plus aucune prime, aucun «spread» à gratter nulle part, tout «carry» devient insuffisant voire négatif, voire suicidaire. Il n'y a plus de «spread», plus de prime pour la durée, plus de prime pour la solvabilité, plus de prime pour la volatilité. C'est la destruction du modèle même de la finance moderne qui s'effectue sous nos yeux. La seule attitude rationnelle du gestionnaire responsable, comme vient de l'expliquer le grand Bill Gross est de ne raisonner qu'en protection du capital et à la rigueur de «shorter» le crédit le plus vulnérable à un ralentissement économique lequel est inévitable. En passant notons que Gross a compris la relation qui existe entre les actions et les bonds et qu'ils les assimilent à juste titre: le raisonnement de Gross vaut pour les actions également, elles ne sont pas une alternative. C'est une fausse diversification! Voir son dernier bulletin mensuel intitulé «Bon appétit»

Le montant de la dette souveraine mondiale négociée sur le marché obligataire à des taux négatifs s'est élevé à plus de 10.000 milliards de dollars fin mai, soutenu notamment par une politique monétaire accommodante, a estimé vendredi l'agence d'évaluation financière Fitch. La dette souveraine négociée à des taux négatifs se chiffre à 10.400 milliards de dollars à fin mai, en hausse de 5% par rapport à environ 9900 milliards de dollars en avril, selon un calcul réalisé par Fitch.

Le montant de la dette à un taux négatif sur le marché obligataire au Japon et en Italie a contribué le plus à cette augmentation sur un mois. Les taux négatifs concernent 14 pays dans le monde, selon l'agence de notation.

Au japon les ménages stockent les billets

Signs of Stockpiling

Rise in banknotes signals more money stuffing mattresses



Source: Bank of Japan

Bloomberg

L'ÉLECTRONUCLÉAIRE N'EST PAS DANS LES MOYENS D'EDF

par François Leclerc 6 juin 2016

[**NYOUZ2DÉS: "nous serons tous irradié".**]

Quel est le véritable coût de l'électro-nucléaire, qui a toujours été présenté comme l'un de ses avantages ? Au moment de tirer le trait, EDF trouve en France des expédients pour diminuer le montant de l'addition, car elle s'annonce plus lourde que prévue alors que l'entreprise révèle sa grande fragilité financière. D'une main la durée de vie des centrales est prolongée, de l'autre leur démantèlement est retardé.

Comme Roberto Boulant l'a déjà signalé, EDF vient d'annoncer par surprise qu'elle allait retarder « de plusieurs décennies » le démantèlement de six centrales de la filière graphite-gaz qui sont arrêtées depuis plus de vingt ans, à ce jour, au prétexte d'un changement de méthode dont la nécessité vient d'être tardivement découverte ainsi que du besoin d'un retour d'expérience. Cela reporte la fin de l'opération au siècle prochain ! La nouvelle approche technologique qu'elle entend adopter n'est selon elle pas au point, et il lui faut du temps pour qu'elle puisse être utilisée. C'est ainsi qu'elle entend traduire l'engagement qu'elle a pris d'y procéder « dans les meilleurs délais », dans le but de lisser les coûts.

Il a déjà été établi par la Commission européenne l'insuffisance des provisions

d'EDF pour financer le démantèlement des centrales, dont celles qui concernent le stockage des éléments hautement contaminés de leurs installations. Ce qui conduit à se poser une question : si les estimations financières de départ ont été à ce point trompeuses, pour la bonne cause si l'on peut dire, qu'en est-il des assurances selon lesquelles les technologies qui n'existent pas vont être nécessairement trouvées quand le moment sera venu ? Surtout lorsque, comme dans le cas de Fukushima, les choses ne se passent pas tout à fait comme prévu !

Il n'est question ces temps-ci que de l'irresponsabilité de ceux qui reportent sur les générations futures les charges qu'ils ne veulent pas assumer. Mais l'exemple le plus parfait de cette fuite en avant n'est pas à trouver ailleurs que dans la filière électro-nucléaire. Ses coûts de recherche et de développement ont été pour partie pris en charge par le budget de l'État, ceux de la fin de sa vie semblent destinés à connaître le même sort. Les consommateurs ne pouvant absorber le véritable coût de l'électro-nucléaire, sans même compter celui des aventures douteuses et dispendieuses du type menées par Areva ou du réacteur de la troisième génération, ce sont les contribuables qui seront mis... à contribution.

Le principal avantage de la filière électro-nucléaire est que ceux qui l'ont décidée ont disparu et que ceux qui devront la stopper ne sont pas nés. Cela s'appelle la dilution de responsabilité et rappelle celle du risque procuré par les produits issus de la titrisation. Il y a décidément plus de points communs entre la finance et l'électronucléaire que l'on pourrait croire au premier abord.

=====



Audi a vu son bénéfice opérationnel chuter de 15 %

Publié le 7 juin 2016 à 15:00:10 par Tiger54 / 0 commentaire / 5 Vues

Audi a vu son bénéfice opérationnel chuter de 15 % au premier trimestre, à 1,2 milliard d'euros, sur un chiffre d'affaires de 14,5 milliards d'euros (- 1 %). Sur la... Lire la suite



Corée du Sud: l'affaiblissement des exportations affectera la croissance économique du pays

Publié le 7 juin 2016 à 12:00:15 par Tiger54 / 0 commentaire / 125 Vues

La dégradation des exportations de la Corée du Sud pourrait faire perdre au pays 0,2 point de croissance cette année alors que la demande mondiale reste faible et les... Lire la suite

=====

La plus grande banque du Portugal, est au bord de l'effondrement, après un 1er trimestre catastrophique

BusinessBourse Le 07 Juin 2016



Caixa Geral de Depósitos (CGD), la plus grande banque du Portugal, est au bord de l'effondrement, après un premier trimestre catastrophique. Selon le journal espagnol El País elle aurait besoin d'une recapitalisation de 4 milliards d'euros pour se sortir des difficultés. Ce montant équivaut à 2,5 % du PIB portugais.

Caixa Geral de Depósitos détient en portefeuille quasiment un tiers des dépôts et 22 % des prêts de tout le pays. La banque vient de réaliser un très mauvais premier trimestre qui se solde par des pertes de 74 millions d'euros. Au total, sur les 5 dernières années, elle a perdu près de 2 milliards d'euros.

Le Premier ministre portugais, le socialiste Antonio Costa, a confirmé samedi que le gouvernement approuvera la recapitalisation de CGD. Une aide d'État de ce type doit forcément recueillir l'approbation de Bruxelles, car elle enfreint les règles de la libre concurrence à laquelle sont soumises les banques, d'autant que la nouvelle réglementation prévoit le sauvetage des banques par les actionnaires et les clients avant d'envisager un plan de secours par l'État. En outre, cet agrément ne manquera pas de s'accompagner d'une compensation prévoyant probablement une réduction sévère du nombre des agences de la banque et de ses effectifs, note El País.

2,3 milliards d'euros pour Banif

[Portugal: Novo Banco creuse ses pertes au premier trimestre à 249 millions d'euros](#)

Il y a à peine six mois, le gouvernement portugais avait déjà dû intervenir pour

empêcher la faillite de Banif, une autre banque portugaise. La grande banque espagnole Santander a racheté les actifs sains de Banif ; l'Etat portugais a créé une "bad bank" pour reprendre les actifs à risque, et **a injecté près de 2,3 milliards d'euros**.

Fabio Balboni, économiste de la banque HSBC, a publié cette semaine **une note cinglante sur le Portugal**. Même si le Portugal parvient à recapitaliser la banque sans violer les règles de l'UE sur les aides d'État, les conséquences pour l'économie portugaise déjà en difficulté pourraient être désastreuses.

Balboni souligne que cette situation expose une fois de plus la fragilité du système bancaire européen.

Remboursement de prêts

Le Portugal sera alors incapable de faire face aux paiements de ses remboursements d'emprunts. Le pays, qui est sorti du plan d'aide international il y a deux ans, est actuellement suivi dans le cadre du programme de surveillance (PPS) de la Commission européenne, jusqu'à ce qu'il ait remboursé au moins 75 % des prêts reçus dans le cadre de son plan de sauvetage. En effet, en mai 2011, il avait reçu une aide d'urgence de 78 milliards d'euros, contre un plan de rigueur pour remettre de l'ordre dans ses comptes. Celle-ci devrait être totalement remboursée à l'échéance 2026.

La banque portugaise Millennium BCP a vu son bénéfice net chuter de 33,7% au 1^{er} trimestre

Philippe Béchade: les banques espagnoles, italiennes et portugaises ont enregistré 15 séances de baisse

La dette nationale, qui se montait à plus de 130% du PIB à la fin 2015, pourrait donc repartir à la hausse, ce qui pourrait impliquer une dégradation de la cote du Portugal, et une augmentation de ses coûts d'emprunt. En outre, le pays pourrait se voir interdire l'accès au programme d'assouplissement quantitatif de la BCE, comme la Grèce.

Ce scénario pourrait générer une nouvelle situation d'urgence financière qui l'obligerait à solliciter un nouveau plan de sauvetage. Balboni craint aussi la réaction des marchés financiers.

Une grâce de la CE

Plus tôt ce mois-ci, le Portugal avait bénéficié de la clémence de la Commission européenne, comme l'Espagne. Les deux pays n'ont pas respecté les objectifs fixés en matière de déficit budgétaire. Le président de la CE, Jean-Claude Juncker, a décidé de remettre à juillet son jugement concernant une possible sanction. Les

deux nations encouraient une pénalité de 0,2% de leur PIB, mais Juncker a préféré attendre l'issue des prochaines élections en Espagne avant de prendre une décision. Le déficit du Portugal pour 2015 a atteint 4,4 %, ce qui est plus de 1,7 % au-dessus de 2,7 % qui avaient été convenus.

Il est clair que désormais, en sus de la saga grecque, des problèmes de l'Italie et de la **paralysie de l'économie française**, une nouvelle crise est en train d'émerger au Portugal.

Source: express.live

Pas de lithium... pas de voitures électriques

Rédigé le 6 juin 2016 par Nick O'Connor

Nous poursuivons notre exploration des liens entre lithium et voitures électriques. Comme nous l'avons vu vendredi dernier, la batterie d'une Tesla Modèle S contient un peu plus de 60 kg de lithium.

Si la greffe de la voiture électrique prend parmi les conducteurs, cela signifie que la demande mondiale de lithium va exploser dans les années qui viennent. Une récente étude de la Deutsche Bank estimait que celle-ci allait passer de 184 000 t en 2015 à 534 000 t d'ici 2025. Et que les batteries représenteront 70% de la demande...

Ces estimations reposent sur une progression rapide de la demande en voitures électriques. Mais ces projections sont-elles raisonnables ?

Quel marché pour la voiture électrique ?

Indéniablement, les véhicules électriques gagnent en popularité. Il faut comparer ce qui se passe actuellement avec ce qui s'est passé lorsque les premiers véhicules à moteur sont entrés en scène il y a un siècle. En 1915, alors que l'industrie automobile faisait ses premiers pas, Ford Motors a vendu 355 000 véhicules. Les ventes ont été multipliées par cinq au cours de la décennie suivante, et étaient déjà de 1,66 millions de véhicules par an en 1925. Comparons avec l'un des pionniers mondiaux en termes de fabrication de voitures électriques, Tesla Motors. L'an dernier, l'entreprise a vendu 26 000 Modèles S.

Son nouveau Modèle 3, par contre, bien que la production n'ait pas encore complètement commencé, a déjà été précommandé 373 000 fois... Soit une augmentation théorique de 1 300% par rapport aux ventes actuelles. Si Tesla parvient à honorer toutes ces commandes sans rencontrer de problème majeur, il y aura largement assez de demande pour qu'elle puisse écouler ses produits.

Personne ne sait pour l'instant si Tesla réussira. L'entreprise a été fondée en 2003, et n'a pas encore réalisé de profits.

Malgré toute cette demande, il est difficile de dire si elle sera en mesure de faire

concurrence aux grands fabricants automobiles, déjà bien établis. C'est un thème dont nous parlerons peut-être une autre fois.

Mais concentrons-nous pour l'heure sur le lithium. Il semble raisonnable de s'attendre à un progrès de la demande de voitures électriques au cours des années qui viennent : nous pourrions donc anticiper une augmentation de la demande de lithium.

Comme le disait une note de recherche de Goldman Sachs récemment :

“Selon nos estimations, une augmentation de 1% de la pénétration des véhicules électriques avec batteries ferait augmenter la demande de lithium de 70 000 mt de LCE/an (soit environ la moitié de la demande actuelle).”

Pour faire simple, si le monde veut des voitures électriques, il aura besoin de grandes quantités de lithium. Le problème, c'est qu'il n'est pas si facile de le produire à bas prix pour l'instant.

Explosion de la demande de lithium mais ressources limitées

Ironie du sort, étant donné que les batteries à base de lithium pourraient remplacer les carburants à base de pétrole à l'avenir, les nations qui disposent de beaucoup de pétrole n'ont pas beaucoup de lithium.

Les implications géopolitiques de cette histoire sont fascinantes (et devraient faire l'objet d'un autre article). Mais si le monde souhaite satisfaire la demande de lithium dans l'avenir, il n'y a pas un nombre illimité d'endroits où en trouver.

Selon les données de la Deutsche Bank, par exemple, le Chili, l'Australie et l'Argentine produisent actuellement à eux trois 81% du lithium mondial.

Derrière, il y a aussi de plus petits producteurs – la Chine, les Etats-Unis, le Zimbabwe, le Portugal et le Brésil. Aucun Etat du Golfe Persique, comme vous l'aurez sans doute noté. Il n'y a pas, pour l'heure, de membre de l'OPEP producteur de lithium. En tous cas pas pour l'instant. Quatre grandes entreprises représentent à elles seules la vaste majorité des ressources mondiales : Albemarle, SQM, FMC et Sichuan Tianqi, qui représentaient 83% de l'offre mondiale en 2015.

Il y a fort à parier, étant donné les enjeux économiques, que d'autres entreprises (et pays) tentent de développer de nouvelles sources de lithium. Alan Davies, directeur des minéraux et des diamants pour le géant minier Rio Tinto, a par exemple récemment déclaré : “Nous sommes relativement sûr que le chemin vers les voitures électriques passera par les batteries au lithium. Et à mesure que les technologies [de fabrication] progressent... il y aura une meilleure acceptation, et les prix vont baisser.”

C'est là la principale occasion et le principal risque. Le développement de

nouvelles sources d'offre nécessite de gros investissements. Le lithium est souvent extrait à partir de saumure par évaporation solaire. En plus de cela, des chercheurs développent de nouveaux moyens d'en produire, comme l'utilisation de cellules de dialyses dotées d'une membrane supraconductrice, même si cette méthode n'a pas encore fait ses preuves commercialement. On peut s'attendre à ce que cette situation change. La demande devrait exploser, et il est de plus en plus profitable de développer de nouvelles manières plus efficaces de produire du lithium. Je suis sûr que des scientifiques travaillent sur de nouvelles méthodes plus imaginatives d'y parvenir au moment même où je vous parle.

Plus d'infos sur : <http://quotidienne-agera.fr/lithium-voitures-electriques/>
Copyright © Publications Agora

Les Québécois ont de la difficulté à joindre les deux bouts

Journal de Montréal et BusinessBourse Le 07 Juin 2016



L'écart de richesse traditionnel entre les travailleurs du Québec et ceux du reste du Canada diminue. Ce ne serait cependant pas parce que le Québec s'est enrichi rapidement, mais plutôt parce que le reste du Canada s'est appauvri.

Le salaire moyen, au Québec, dans les entreprises de 200 employés et plus, s'établit à 30 \$ de l'heure. Malgré un tel taux horaire moyen, plusieurs ont de la difficulté à bien faire vivre leur famille, à moins que les deux parents travaillent. Surtout que les Québécois ne regardent pas beaucoup à la dépense. Leur endettement s'élève à 155 \$ pour chaque 100 \$ de revenus.

La moitié des Québécois pessimistes

L'endettement et l'inflation, jumelés à de faibles hausses de salaire, font en sorte que le pouvoir d'achat des Québécois s'est à peine amélioré de 0,1 % selon

l'Institut de la statistique du Québec.

Mince consolation cependant, les travailleurs québécois sont en train de rattraper leurs collègues du reste du Canada. Quand on se compare, on constate qu'en 2015, l'écart entre les salaires du Québec et ceux de l'Alberta a rétréci. Pendant qu'ici le taux horaire moyen s'établit à 30 \$/h, il est de 33 \$/h en Alberta.

«Mais ça, c'était avant la crise du pétrole et la chute des prix des minéraux. Ces facteurs font en sorte que les industries créent moins d'emplois», analyse Jérôme Côté, associé délégué au sein de la firme Normandin Beaudry, spécialisée en rémunération.

Les salaires plafonnent

Selon plusieurs spécialistes, la situation n'est pas près de s'améliorer.

«Les travailleurs vivent un plafonnement de leurs revenus depuis 2008. Je ne vois pas le moment où la rémunération repartira vers le haut. La productivité québécoise est inférieure à [celle] d'autres régions canadiennes, ce qui donne moins de capacité aux organisations pour donner de meilleurs salaires», estime Jérôme Côté.

De plus en plus de Québécois sont insolvables

Les Québécois sont de plus en plus endettés, 18 070 dollars en moyenne

Souvent accusés de ne pas être suffisamment productifs, les travailleurs ne sont pas les seuls responsables de la stagnation des bénéfices des entreprises, nuance le président de la CSN, Jacques Létourneau.

«Les entreprises n'investissent pas assez pour renouveler leurs équipements technologiques. Des données indiquent qu'elles diminueront leurs investissements de 11 % en 2016. Inévitablement, ça se répercute sur le partage de la richesse», renchérit-il.

Cette dynamique a un «effet domino» sur les salaires des employés du secteur public: moins de bénéfices déclarés, moins de taxes et impôts payés par les entreprises, moins de marge de manœuvre pour hausser les salaires des employés de l'État.

La richesse sort du pays

«Le problème du réinvestissement des entreprises est plus large. On a vu dans le passé des syndicats réticents à l'entrée de nouvelles technologies, pour garder des emplois. Et on constate qu'avec l'économie numérique, bien de la richesse sort du

pays, sans payer un cent d'impôts. Tout ça tire les revenus à la baisse», poursuit Jérôme Côté.

[Lire la suite sur journaldemontreal](#)